

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1253
11 au 17 octobre 2001

10 F - 1,52 €
ISSN 0026-9433



Manifestation du 29 septembre 2001 à Paris

Contre la guerre Faut réagir !

Vigipirate traque les mouvements sociaux et les immigrés

LA CIMADE est une association chrétienne et humaniste qui défend les droits des immigrés. Elle fait partie de ces structures qui négocient au cas par cas, plus sensibles aux situations de familles déchirées (chrétienté oblige). Loin d'être révolutionnaire et reconnue par l'État, la Cimade est considérée comme un partenaire et a, à ce titre, le droit de rentrer dans plusieurs centres de rétentions. Le 25 septembre, la Cimade envoyait un communiqué éloquent : « Multiplications des contrôles d'identité dans les lieux publics, renforcement des contrôles aux frontières, ce sont celles et ceux qui cherchent refuge dans notre pays qui subissent les conséquences de la psychose sécuritaire engendrée par les événements du 11 septembre aux États-Unis... Depuis une semaine nous connaissons une augmentation de près de 30 % d'arrestations de personnes en situation irrégulière. » À titre d'exemple à Paris le centre de rétention de Vincennes a connu une augmentation de 46 % de sa fréquentation, plus 39 % à Marseille, plus 18 % à Toulouse, plus 21 % à Lyon. De là à dire que la gauche entretient et applique allègrement la politique d'amalgame entre terroriste et étranger...

Une semaine plus tard, c'est une autre association qui réagit (certes de gauche mais malgré tout gestionnaire du système judiciaire) : le Syndicat de la magistrature. Le 2 octobre, la présidente de ce syndicat envoie un long communiqué intitulé « L'antiterrorisme contre le droit » en dénonçant à la fois la pulvérisation des procédures d'extradition et surtout l'extension de la définition des actes de terrorisme. « Ainsi tout acte qui vise à menacer, à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays sera passible de deux à vingt ans de prison. Donc, les manifestations antimondialisation et les arrachages de plantes transgéniques vont devenir des actes terroristes... Il suffira d'être soupçonné d'avoir commis une infraction punie seulement d'un an d'emprisonnement, pour être la cible éventuelle d'un mandat d'arrêt européen, c'est-à-dire pratiquement toutes les infractions du code pénal français seront concernées, de l'usage de cannabis aux assassinats en passant par le séjour irrégulier des étrangers... Désormais, sous couvert de lutte contre le terrorisme, les manifestants, les étrangers et les opposants à l'ordre néo-libéral n'auront qu'à bien se tenir ! » Ce concept de non-droit n'est pas nouveau : des déclarations de Pasqua en 1986 lors de l'assassinat policier de Malik Ousseki (« La liberté s'arrête là où commence l'intérêt de l'État »), aux ordonnances de 1949 de De Gaulle (pouvant à titre

À Lyon comme ailleurs, soutenons la lutte des sans-papiers !

DEPUIS le 24 août 2001, plus d'une centaine de sans-papiers se sont regroupés pour lutter collectivement contre la préfecture et les autorités locales qui leur refusent le droit d'être considérés comme des êtres humains à part entière. Le commencement de la lutte est venue de sans-papiers des pays de l'Est (Kosovars notamment) qui ont été rejoints par des sans-papiers du Maghreb. Après un mois de « campement » sur les quais du Rhône, juste en face de la préfecture, ils ont pris la décision de réquisitionner un logement afin de continuer leur lutte dans de meilleures conditions. Ainsi, depuis le 23 septembre, s'est ouvert un « hôtel des sans-papiers » à Lyon dans un ancien hôtel désaffecté depuis... 1983 !

À ce jour, ils sont 162 sans-papiers à gérer collectivement le lieu et à tenter d'arracher un titre de séjour au pouvoir qui, pour le moment, fait la sourde oreille. Leurs assemblées générales ont lieu quasiment tous les soirs et sont ouvertes aux personnes et organisations soutenant leur lutte. Mais, en dernier ressort, les sans-papiers prennent les décisions seuls.

Travail au noir, y'en a marre

Plusieurs actions ont été menées depuis : adoption d'un règlement intérieur pour la tenue de l'hôtel, manifestation tous les samedis, actions en directions des élus politiques... Les sans-papiers ont surtout remarqué une chose : le manque de mobilisation de la part de toute la « gauche » politique. Il faut dire que depuis peu, Lyon est dirigé par une mairie rose, plus soucieuse des intérêts de quelques grosses entreprises locales que de la vie des précaires dont font partie les sans-papiers. Mais que dire également de l'absence totale de la plupart des syndicats

dans la lutte des sans-papiers ? Malgré leurs signatures au bas des tracts (quand ils signent), on peut dire que leur soutien est inexistant, pour le moment du moins. Et pourtant, en plus de vivre quotidiennement sous la pression de la clandestinité, ce sont bien les sans-papiers qui sont au bas de l'échelle de la précarité : pas de fiches de salaires, pas de droit aux minima sociaux, travail au noir, petits boulots de misère dont profitent les patrons, etc. ; bref, plus précaires encore que les contrats à durée déterminée ou les emplois jeunes.

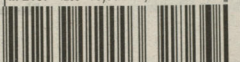
Aux dernières nouvelles, le recours au travail au noir par les patrons n'a jamais servi la cause des salariés, bien au contraire : baisse des salaires, recul des droits sociaux... Les capitalistes délocalisent et licencient, des hommes et des femmes sont interdits des séjours. La liberté de circuler et de s'installer là où bon nous semble n'existe pas pour les salariés. Cette liberté n'est vraie que pour le monde des capitalistes qui eux font le tour de la planète pour exploiter la main-d'œuvre la moins chère possible. Les capitaux circulent en quelques secondes et font la pluie et le beau temps économique tandis que les salariés qui s'exilent pour des raisons économiques et politiques et se réfugient dans un pays se retrouvent traqués et interdits de vivre dignement. Il n'y a aucun doute, la lutte des sans-papiers rejoint la lutte de tous les syndicalistes qui veulent ébranler le système capitaliste : syndicalistes, sans-papiers, même patrons, même combat.

Pour contacter les sans-papiers : hôtel de Nice, place Sadi-Carnot, Lyon 2°.

Extrait de la « Lettre des militants syndicalistes libertaires »

interview page 8

M 2137 - 1253 - 10,00 F - 1,52 €



L'option marxiste a discrédité l'idée même de révolution [...]. Le choix d'un changement social drastique ne peut plus être posé idéologiquement comme postulat mais reconstruit à la base, comme suite logique, à terme, de tous les combats sociaux [...] difficiles à fédérer.
Philippe Pelletier, Monde libertaire, n° 1251.

Suite en page 3

Éditorial

LES PROMOTEURS des attentats sanglants du 11 septembre dernier contre les États-Unis ont atteint au moins un de leurs buts : créer un climat de tension qui les porte au premier plan de l'actualité. Ce climat de tension est le bienvenu pour ceux que ces attentats étaient sensés viser ; alors que la récession pointe le bout de son nez, que la contestation de l'ordre capitaliste mondial commence à trouver un écho favorable, nos gouvernants essayent de focaliser l'intérêt de chacun contre un ennemi commun : le « terroriste ». Les salauds, maîtres de l'économie mondiale, n'hésitent pas à utiliser le sang des victimes de la terreur, profitant du choc provoqué, pour asseoir leur puissance, fermer la gueule à ceux qui voudraient s'opposer à eux et se placer en victimes de ceux dont ils ont favorisé l'émergence. On nous dit maintenant que le terme « terroriste » doit être redéfini pour s'appliquer à tous ceux qui s'opposent à l'ordre établi et aux institutions : de celui qui, parce qu'il porte un slip sous son caleçon, a probablement fait sauter l'usine de Toulouse, au jeune pirate informatique qui s'amuse à explorer les trous dans la sécurité des systèmes informatiques. Au nom de la lutte antiterroriste et de l'état de guerre, se mettent en place des politiques sécuritaires visant à renforcer le contrôle social et à dissuader quiconque voudrait contester. Pendant que l'attention est accaparée par la guerre, les délinquants en col blanc, que sont nos dirigeants, en profitent pour se soustraire à la justice en faisant voter des lois qui les mettent à l'abri d'avoir des comptes à rendre. Partout dans le monde, les peuples doivent se sentir solidaires pour ne pas se faire écraser et refuser ensemble l'asservissement que veulent leur imposer ceux qui s'auto-proclament les maîtres du monde. Déjà, un peu partout dans le monde, aux États-Unis comme ailleurs, des milliers de personnes manifestent contre la guerre. Quant à nous, anarchistes sans dieu ni maître, nous continuerons à proclamer que seule l'égalité sociale et le partage des richesses entre tous les habitants de cette terre peuvent nous apporter un monde sans guerre où chacun aura la possibilité de s'épanouir pleinement.

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n°	☐ 45 F	☐ 70 F	☐ 60 F
3 mois 13 n°	☐ 105 F	☐ 170 F	☐ 140 F
6 mois 25 n°	☐ 195 F	☐ 310 F	☐ 250 F
1 an 45 n°	☐ 350 F	☐ 530 F	☐ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Agenda

Jusqu'au 17 novembre

Chaumont (52) : exposition autour de Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée en France : 1900-1930. Aux silos, maison du livre et de l'affiche, 7-9, avenue Foch (renseignements : 03 25 03 86 81).

Vendredi 12 octobre

Lyon (69) : débat à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}, « **Quelle alternative au nucléaire ?** » avec René Pierre du réseau lyonnais Stop nucléaire, 21 heures (entrée par l'allée).

Montpellier (34) : « Ni terrorisme ni Busherie », débat du groupe Un autre futur de la Fédération anarchiste à la librairie la Mauvaise Réputation (20, rue Terral), à 20 h 30.

Samedi 13 octobre

Bordeaux (33) : journée de soutien au Comité d'action anti-mondialisation libérale de Gironde organisée par l'Athénée libertaire et le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste à l'Athénée libertaire : 14 heures à 15 h 30 débat avec Xavier Bekaert, auteur de *Anarchisme, violence et non-violence*, 15 h 30 à 16 h 15 : projection vidéo sur Gènes et expo photos, 16 h 30 à 18 heures ; débat et bilan du vécu de manifestants à Gènes et perspectives pour les autres manifestations anti-mondialisation, 18 heures à 20 h 30 : apéro.

Lille (59) : rassemblement contre la guerre, place Rihour à 14 h.

Celles-sur-Belle (79) (le 13 et 14) : première rencontre des signataires de l'Appel à l'unité du mouvement libertaire. CPO, 56, rue Emile-Verdon, 79370 Celles-sur-Belle (Niort). Infos : 06 82 94 43 16

Marseille (13) : les 13 et 14, 40^e congrès de l'Union pacifiste de France, au CIRA, 3, rue Saint-Dominique. Pour l'hébergement, contacter l'UPF : 01 45 86 08 75.

Paris (75) : dans le cadre des 20 ans de Radio libertaire, concert

(hardcore, punk) organisé par **Ça rend sourd** à partir de 15 heures au squat de le 13. Prix des places : 20 F.

Paris (75) : fête de la précarité. De 14 heures à 22 heures. Débats dont un sur les transports gratuits animé par le RATP (**Réseau pour l'abolition des transports payants**), bouffe. Gare des marchandises du Pont-Cardinet, 17^e, M^o Brochant.

Dimanche 14 octobre

Paris (75) : dans le cadre des 20 ans de Radio libertaire, concert organisé par **Folk à lier**, de 15 heures à 21 heures à la Mission bretonne, 22, rue Delambre, 14^e.

Vendredi 19 octobre

Bordeaux (33) : à 18 heures concert avec Zou, rock italien et **Cheval de frise**, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Marseille (13) : conférence-débat, à 19 heures au local de Mille Babords, 61, rue Consolat (M^o Réformés) : **l'École émancipée, tendance syndicale révolutionnaire, des origines à la crise actuelle**, animée par Pierre Stambul, militant de l'École émancipée.

Samedi 20 octobre

Bordeaux (33) : des bus sont organisés pour se rendre à la manifestation antinucléaire à Toulouse (50 F aller-retour). Contactez le groupe Emma-Goldman de la FA.

Calais (62) : rassemblement à 14 h 30 au parc Saint-Pierre (projection, expositions, stands, concert) pour « **sortir les réfugiés de la clandestinité** », à l'appel de nombreuses associations, dont le groupe de Lille de la Fédération anarchiste.

Colmar (68) : manifestation régionale antinucléaire à 14 heures au Champ-de-Mars.

Lille (59) : rassemblement régionale antinucléaire à 14 heures, place de la République.

Lyon (69) : manifestation régionale antinucléaire à 14 heures, place Bellecour. Rejoignez le bloc libertaire sur le thème de « Nucléaire : logique de profit = logique de mort ».

Nantes (44) : manifestation régionale antinucléaire. 14 heures, place du Capitole.

Strasbourg (67) : le groupe de Strasbourg appelle à manifester le 20 octobre à Colmar, place du Champ-de-Mars à 14 heures **pour exiger la sortie du nucléaire**. Pour les personnes souhaitant s'y rendre à partir de Strasbourg, un transport en train est organisé. Pour s'inscrire, appeler le 06 67 83 76 13.

Toulouse (31) : manifestation régionale antinucléaire. Rendez-vous à partir de midi pour pique-niquer, place du Capitole. Départ de la manif à 14 heures.

Dimanche 21 octobre

Paris (75) : fête du livre à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 11^e. M^o République. Oberkampf ou Filles-du-Calvaire (détails dans le prochain numéro).

Vendredi 26 octobre

Strasbourg (67) : festival antifasciste organisé par le Comité universitaire de vigilance contre l'extrême droite, au Molodoï, rue du Ban-de-la-Roche, à partir de 19 heures Avec Supple Lady Date (rock), Indica (reggae), les Jolis Roger (baloch punk), les Dahus (battue ska reggae fiesta), Wahid (raï) et Nyaman (reggae). Prix des places : 40 F.

Samedi 27 octobre

Paris (75) : action pour la gratuité des transports organisée par le RATP (**Réseau pour l'Abolition des Transports Payants**), métro Châtelet, à 14 heures.

À la petite semaine

La peste émotionnelle

La fréquentation quotidienne du dénuement et de la misère, dans l'exercice de ses fonctions, rend le policier français compatissant envers les laissés-pour-compte des quartiers défavorisés.

Amené bien souvent sous l'uniforme par le chômage qui frappe sa province sinistrée, le policier français déraciné s'émeut d'autant plus du sort réservé dans ce pays aux immigrés.

L'obligation de fermer les yeux et de se taire que lui imposent le sens du devoir et la raison d'Etat face à certaines « affaires » plonge parfois le policier français dans le désarroi.

Le policier français est une montagne de sensibilité. Et lorsqu'il utilise son arme, contraint, ému et forcé, pour une regrettable mais nécessaire « bavure », c'est toujours avec les yeux embués et le cœur au bord du barillet.

Quand il assassine un Khaled, un Abdel ou un Youssef du Val-Fourré, le policier français n'est jamais inutilement violent, stupide et un peu raciste, mais « bouleversé ». Et la liste s'allonge de ces jeunes basanés morts, pour ainsi dire, sous le coup de l'émotion...

Floréal

Vigipirate renforcé

Quand l'exception devient la règle... qui va te taper sur les doigts

« La conception du plan Vigipirate date de 1978. Lié aux situations de crise exceptionnelle, ce dispositif prévoit de mobiliser des forces de police et de gendarmerie, auxquelles peuvent s'ajouter des éléments des trois armées (Air, Terre, Marine). Vigipirate est un plan d'exception qui comporte deux phases : Vigipirate simple, et Vigipirate renforcé, auquel participent des forces armées. Ce plan résulte de directives non publiques, émanant du secrétariat à la Défense nationale. »

Suite de la page 1

exceptionnel donner les pleins pouvoirs au président de la République)... Le pouvoir a toujours tenté de se doter d'un arsenal répressif et juridique fort, et les attentats du 11 septembre ont donné une énorme amplification internationale de cette logique répressive! Quant aux mesures qui tendent vers une pulvérisation des procédures d'extradition, les premiers effets arrivent puisque la Grande-Bretagne restreint son droit d'asile afin de se mettre en conformité avec le reste de l'Europe.

Le plan Vigipirate, conçu en 1978, avait été déclenché une première fois en 1991 pendant quatre mois à l'occasion de la guerre du Golfe. Il est réactivé en 1995, 1996 suite à des attentats sur le territoire français, en 1998 pendant la Coupe du monde... En 1986, Pasqua renforçait aussi les pouvoirs de la police et de la justice : délais de garde à vue allongés à quatre jours, droits de la défense ignorés (l'avocat peut intervenir une première fois au bout de soixante douze heures)... Mais qu'est ce que Vigipirate? Des mesures qui permettent un renforcement des prérogatives des forces répressives (fouilles, contrôles d'identité, contrôles systématiques dans certains lieux publics...) et un renforcement quantitatif de la présence de ces forces répressives. Effectivement dès le 14 septembre quelque 1 100 soldats ont été déployés autour des aéroports et gares à Paris dont 850 parachutistes du 8^e RPIMA. Et toutes ces mesures pour quel résultat? Le procès du présumé réseau d'islamistes de Chababi, orchestré par la politique médiatique de la section antiterroriste de Paris, a péniblement abouti à neuf condamnations (sur 84 prévenus). Comment nous faire croire que ce déploiement de forces de l'ordre pourrait gêner les affaires d'un Ben Laden alors qu'il suffirait de s'attaquer à ses ressources et spéculations financières que ce soit en Arabie Saoudite, au Pakistan? « Notre » valeureux ministre de l'Intérieur lui-même avait du mal à cacher cette réalité. Daniel Vaillant déclarait le 11 septembre : « Nous n'avons pas d'indication de menace particulière à l'encontre de notre pays mais le gouvernement a un devoir de vigilance et de précaution pour assurer la sécurité des Français. » Daniel Vaillant remarquablement résumé la situation. Il n'y a pas de danger particulier mais « nous » allons renforcer les mesures de sécurité non pour les Français mais pour maintenir et renforcer les fondements de notre société inégalitaire.

Si le terrorisme n'existait pas, il faudrait l'inventer! Effectivement, Vigipirate rentre dans le cadre de toutes les mesures de contrôle social : de l'amendement Mariani visant les free parties, des regroupements des fichiers de police (STIC), de la volonté de renforcer le contrôle d'Internet (depuis l'attentat aux États-Unis, le gouvernement américain réfléchit à des procédures de contrôles des messageries électroniques plus importantes que le système Echelon lui-même), du fichage social, des contrats de sécurité local, généralisation de la vidéosurveillance (avec d'énormes recherches informatiques sur la reconnaissance d'images)... Cette surveillance, sans être trop visible, doit sembler permanente. Le contrôle social entraîne un système totalitaire où tout individu doit entrer dans le cadre disciplinaire sous peine d'une exclusion systématique et permanente. Mais le contrôle social n'apporte pas de sécurité aux personnes. Car effectivement, notre société est violente! Oui, cette violence est parfois insupportable et tout le temps inacceptable. Mais s'attaquer à elle nécessite de s'en prendre aux racines mêmes qui sont bien à chercher dans le fonctionnement de notre société : l'inégalité et l'oppression. En ce sens, la violence n'est jamais gratuite! Ce n'est pas un hasard si les peuples du Maghreb, du Moyen Orient connaissent ces deux logiques, et d'une manière particulièrement brutale. Que cette réaction face à la violence subie, soit récupérée, gérée par les islamistes nous ne pouvons que le regretter.

Théo Simon
groupe FA de Nantes

Vous ne me trouverez peut-être pas très doué en matière de recherche sur le web, mais ce qui précède est le fruit de plusieurs heures d'une quête éperdue, harassante, de site en site, d'intérieur.gouv.fr à news.yahoo.com (là, d'accord, j'ai péché par excès d'optimisme), en passant par l'inévitable *Journal officiel*, et autres sources d'information juridique qui, pour la plupart, prétendent à l'exhaustivité. « Aucune réponse ne correspond à votre recherche » : j'ai dû voir environ trente fois s'afficher ce message, avant de découvrir enfin l'unique description disponible de Vigipirate, celle que je viens de vous livrer, et que j'ai trouvée sur... www.defense.gouv.fr. Évidemment, quel âge, comment n'y ai-je pas pensé plus tôt?

Je n'y ai pas pensé plus tôt car d'emblée, j'avais adopté la mauvaise attitude. Celle du citoyen ordinaire d'un ordinaire démocratie qui, cherchant à se renseigner sur ce fameux Vigipirate, commence par en chercher les fondements juridiques. Une loi, un décret, une ordonnance... la trace, même légère, même symbolique, d'un passage par le champ législatif ou juridique de ce plan d'exception dont les signes, bientôt les stigmates sont, eux, bien visibles et s'affichent, avec complaisance, dans nos rues. Mais rien. Le vide, inquiétant, jusqu'à ce qu'enfin le service de la communication du ministère de la « Guerre à venir » veuille bien le combler partiellement, avec ces quelques mots d'une rigueur toute militaire, directives non publiques.

Cette formule, qui parachève l'acte de naissance non officiel de ce plan qui, décidément, veut bien dire son nom mais rien d'autre, résume à elle seule l'esprit dans lequel il fut conçu, et celui dans lequel il est appliqué. Naïvement, je pensais loi, débat, contrôle constitutionnel, alors que les renards fatigués ayant conçu Vigipirate s'étaient contentés d'abuser de la ruse éculée consistant à classer chaque nouvelle trouvaille liberticide et fascisante dans l'armoire Secret Défense.

Et maintenant, une page d'histoire, également pompée sur l'inénarrable www.defense.org : « Appliqué pour la première fois en 1985-1986, en version simple puis renforcée, le plan Vigipirate est ensuite levé, avant d'être réactivé en 1991, pendant quatre mois, lors de la guerre du Golfe. Depuis, Vigipirate n'a jamais plus été levé, simplement "allégé". Après l'explosion d'une voiture piégée à Villeurbanne, il a été réactivé en septembre 1995, puis renforcé un mois plus tard, à la suite de l'attentat à la station RER Musée-d'Or-

say. Allégé en 1996, il est à nouveau renforcé après l'attentat à la station RER Port-Royal. En 1998, à l'occasion de la Coupe du monde, le renforcement du plan est à nouveau décidé, ainsi que lors de la guerre du Kosovo. Enfin, il est réactivé en Corse (sic!), en novembre 2000. »

Activé, allégé, réactivé, renforcé... Depuis dix ans, l'armée s'impose dans la rue et dans nos quartiers, à intervalles réguliers, et s'impose avec elle la banalisation d'une présence dont on sait ce qu'elle signifie (lire l'article de Théo Simon) et qui, à mon sens, s'éternise. Un ami, poète de bistrot, me disait l'autre jour que les trouffions, si jamais tu les sors de leurs casernes, t'es pas prêt de pouvoir les y faire retourner. Le grand air, Famas à l'épaule, on y prend vite goût.

Est-il besoin de préciser que l'impressionnant déploiement de forces, dont les médias nous rebattent les oreilles, n'a jamais empêché que soit commis le moindre attentat? En terme de résultat (si tant est qu'on s'obstine à croire que sa priorité serait encore d'assurer la sécurité des personnes), Vigipirate mérite un zéro doublement pointé. Enfin, pas tout à fait... Comme le ministre Vaillant l'a dit l'autre jour dans le poste, il contribue à lutter contre la délinquance. En cet automne de pré-élections, où se confirme la mode du tout sécuritaire, le gouvernement semble avoir trouvé un début de programme...

Car ce n'est qu'un début, les socio-libéraux vont continuer le combat! vous aimez bien Vigipirate, ça vous rassure, les bérets rouges? Vous adorez Europirate, Eurojust, et la révision au pas de course de l'arsenal juridique européen, et la mort annoncée de la procédure d'extradition au bénéfice d'un mandat d'arrêt européen (homosexuels, fuyez l'Irlande; Français présents à Gènes, c'est un peu tard pour vous), et encore et surtout l'extension, par la commission de Bruxelles, de la définition des actes de terrorisme : « Tout acte qui vise à menacer, à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques d'un pays. » Un exemple, parmi d'autres? Un an d'emprisonnement ferme à l'encontre d'un incarcéré qui, la semaine dernière, avait crié « Vive Ben Laden ! » du haut d'une course. Alors, combien pour un « Vive la révolution », « Vive l'anarchie »? Qui a parlé d'un retour aux funestes lois scélérates? C'est un dossier que nous suivrons, à l'avenir. À moins que, d'ici-là, l'équipe du *Monde libertaire*, ce brûlot, ne se retrouve à Fresnes...

Fred, groupe Louise Michel

Contre les bruits de bottes



À PARIS, à l'initiative de Faut réagir, plus de trois mille personnes ont manifesté, malgré la pluie torrentielle qui s'abattait sur la capitale ce samedi 6 octobre, pour exprimer leur refus de la guerre qui se prépare en Afghanistan et plus généralement contre l'état de guerre qui touche le monde entier suite aux attentats qui ensanglantèrent New York et Washington le 11 septembre dernier. Derrière la banderole de tête « Contre un monde en guerre, un autre monde est possible » qui définissait la manifestation, exprimant leur désir d'un monde en fête par leurs musiques, leurs banderoles multicolores, leur apparition théâtrale, défilaient d'abord des associations regroupées au sein du Flash Bloc, suivies par la CNT, le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, Act Up, puis par un vaste bloc libertaire (Alternative libertaire, le réseau No Pasaran, la Fédération anarchiste...). Venaient ensuite l'Union pacifiste, des syndicats SUD et un petit groupe de la Ligue communiste révolutionnaire. Depuis le rassemblement de 350 personnes le 22 septembre dernier au Trocadéro à l'appel du seul collectif Faut réagir, il s'agissait de la première manifestation parisienne contre l'état de guerre consécutif aux attentats du 11 septembre. Alors que, déjà aux frontières afghanes, se font face les armées américaine et talibane, il est curieux de constater que les grandes centrales syndicales et les partis politiques n'ont pas jugé utile de répondre à cette initiative et qu'aucun des médias traditionnels n'a relayé l'information. Ce silence à propos des milliers de personnes qui à travers le monde entier protestent contre cette logique de guerre fait penser à l'Union sacrée qui au début du siècle dernier plongea l'humanité dans la plus atroce boucherie de son histoire. Ne nous laissons pas étouffer par ceux pour qui la guerre est une source de profit et de pouvoir, intensifions notre lutte afin de construire un autre futur, un monde où la paix et la solidarité entre les peuples leur permettront une évolution positive.

Pas de paix sans justice Pas de sécurité sans égalité sociale

COMME L'ENSEMBLE de la population, les anarchistes sont atterrés par les événements de New York. Les mots nous paraissent faibles pour condamner ces actes. Les peuples sont toujours les victimes, toujours du mauvais côté des fusils :

- À New York, mais aussi au Proche-Orient où plus de mille hommes, femmes et enfants, palestiniens et israéliens sont morts en moins d'un an

- En Tchétchénie où Vladimir Poutine (ancien du KGB soviétique) tue en toute impunité

- Au Rwanda où plusieurs centaines de milliers de morts n'ont arraché aucune minute de silence aux démocraties et au capitalisme.

- En Algérie où le pouvoir et les « barbus » massacrent leur propre peuple.

- En Afghanistan, au Tibet, dans les Balkans, etc.

Tous les jours, des femmes, des hommes et des enfants sont victimes du terrorisme des États et des fanatiques. George Bush et

Oussama Ben Laden sont animés des mêmes logiques de haine, d'oppression et d'obscurantisme. Ils ont la même volonté de nous soumettre à loi du marché ou à la Charia. Ils doivent être combattus de la même manière.

Bombarder les populations afghanes ou arabes ne résoudra aucun problème.

Nos gouvernements sont directement responsables de la situation. Pendant la guerre du Golfe, ils avaient promis de chasser le nouvel Hitler, Sadam Hussein. Une fois les puits de pétrole du Koweït libérés, ils ont laissé le dictateur assassiner les Kurdes et la population du sud de l'Irak.

Oussama Ben Laden est une créature voulue par le gouvernement des USA, formé et armé par la CIA, soutenu par le Pakistan et l'Arabie saoudite qui sont les alliés des États-Unis. Nos gouvernements ont sacrifié le peuple afghan, ils l'ont laissé aux mains d'abrutis enturbannés en échange d'une promesse de passage d'un oléoduc. Comme en 1990, la future guerre

pour le pétrole, les intérêts des pouvoirs, elle a la couleur rouge du sang du peuple.

Partageons les richesses pas la misère

C'est la misère qu'il faut combattre, c'est elle qui nourrit la haine et la vengeance. Il ne s'agit pas d'une lutte entre le « bien » et le « mal », mais entre les opprimés et les oppresseurs quelle que soit leur nationalité. À peine 10% de la population mondiale profite de la quasi-totalité des richesses de la planète. Ici, pour augmenter leurs bénéfices, les capitalistes licencient, remettent en cause les acquis sociaux, privatisent des services publics (éducation, santé, transports, etc.) qui devraient être gratuits. Là-bas, ils réduisent en esclavage des hommes, des femmes, des enfants, pour la plus grande gloire du CAC 40 et des actionnaires. Dès lors, il ne faut pas s'étonner de voir augmenter les actes désespérés.

Hier, accusé de piller la planète au bénéfice de quelques-uns (Seattle, Göteborg, Gènes) ; aujourd'hui, le capitalisme essaye de nous faire croire que c'est lui la première victime des attentats. En France, comme ailleurs sur la planète, la misère grandit de jour en jour, et les coupables ne sont toujours pas dénoncés par les médias. D'ici peu, les économistes distingués nous expliqueront qu'il faut encore nous serrer la ceinture pour pouvoir bombarder tranquillement des hommes et des femmes qui, comme nous, ne sont que les victimes du capitalisme et de leur gouvernement.

Curés, rabbins, imams, pasteurs, gourous vos religions oppriment : depuis plus de trois mille ans, ces religions assassinent au nom de Dieu : extermination, inquisition, obscurantisme sont développés au service de la soumission religieuse. Les religions portent en elles l'intégrisme comme la pauvreté est le résultat du capitalisme. Ceux et celles qui s'opposent à leur morale sont excommuniés, exclus, assassinés, niés en tant qu'individu. Les religions ont servi et servent toujours de caution morale à tous les dictateurs.

Que faire ?

Désobéir à tous ceux qui décident - en notre nom - de tuer des hommes, des femmes exploité(e)s et opprimé(e)s.

Agir, ici et maintenant pour en finir avec la barbarie économique, étatique et religieuse.

Agir pour que ni les politiciens, les patrons et les religieux ne décident de ce qui est bon ou mauvais pour nous.

Agir pour plus de liberté pour les individu(e)s, plus d'égalité sociale, plus de justice.

Agir parce que pour supprimer la misère et l'oppression. Il faut changer la société.

Wally

groupe Louise-Michel



Jean Lébédoff

Le Loup noir

EXPULSÉ

URGENT



Rejoignez
le comité de soutien

Courrier

4 route de Laon 02000 MERLIEUX

Tél 03 23 80 17 94

Fax 03 23 80 16 90

Email LE-LOUP-NOIR@wanadoo.fr

Guerre et médias

LA SEMAINE DERNIÈRE, un journal du dimanche mentionnait aux États-Unis de nombreuses manifestations pacifiques, citant même la présence des anarchistes. On pouvait donc rêver et espérer que quotidiens et hebdomadaires hexagonaux allaient annoncer la manifestation du 6 octobre à l'initiative du collectif Faut réagir.

Commençons par *Charlie Hebdo* : pas une ligne, rien... Diable, serait-ce l'Union sacrée? ou un bouclage avancé?

Un peu dépité, j'attendais samedi matin l'ouverture de mon kiosque à journaux (avenue Laumière pour être précis)... Rien dans *Libé* sur la riposte anti-guerre en France, sur la manifestation à Paris. Un article sur les « voix dissonantes de l'Amérique. Ex-peace-and-love ou intellectuels, les pacifistes tentent de mobiliser ». Mais rien sur notre douce France... L'antimilitarisme n'existe plus en France? En fait, il n'y a jusqu'à ce moment de ma recherche que la rubrique « Pour éviter les bouchons » en dernière page du *Parisien libéré* qui mentionne « de la place de République (3^e) à la place de la Nation (12^e), à 15 heures, manifestation à l'appel du collectif Faut réagir ». Mais le lecteur moyen aura-t-il compris qu'il s'agit là d'une manifestation contre la guerre?

Je m'empare de *l'Humanité Hebdo*, espérant tout de même que dans les pages « L'essentiel du jour », il y aurait peut-être quelque chose... Peine perdue, même chose que pour *Libération* : on parle des États-Unis (avec une liste de sites Internet pour en savoir plus). *L'Huma* écrit que « le mouvement anti-guerre prend de l'ampleur », légende une photo (la même que dans *Libé*) : « Washington, le 29 septembre. La police américaine s'oppose aux manifestants anti-guerre qui font aujourd'hui ouvertement entendre leur voix. » Soit! mais encore une fois, rien sur ceux qui en France tentent avec leurs camarades de Faut réagir d'organiser une riposte aux bruits de bottes.

France-Algérie en football occupait la quasi-totalité des unes... Toujours la même rengaine! L'Union sacrée doit bien exister, même dans la gauche plurielle. Et les autres?

Thierry

FA, Paris Est

P.-S. : à l'heure où nous bouclons, je n'ai pas lu la presse du soir ni celle du dimanche. On peut toujours rêver... et espérer!

Depuis Seattle, les sommets mondiaux sont le théâtre d'affrontements très violents. La férocité croissante des interventions policières depuis quelques mois rend particulièrement aigüés les modes de manifestation libertaire. Les grands de ce monde se retrouvent en décembre à Bruxelles. Irons-nous leur rendre visite ? Une des données importantes du problème, c'est l'évolution des black blocs qui n'est pas pour nous satisfaisante. Lorsque nous en avons entendu parler pour la première fois, ils représentaient l'aile la plus radicale du mouvement anti-globalisation. Cette radicalité s'exprimait par un usage « maîtrisé » de la violence. Les réformistes se contentaient de défiler dignement, les agitateurs vêtus de noir tâchaient, par un plan méthodique, de bloquer les accès de ces sommets. Des gestes spectaculaires attiraient l'attention populaire et suscitaient la sympathie. Cela n'allait pas sans heurts, on assumait une certaine quantité de violence. Les dispositifs policiers se sont alors renforcés jusqu'aux exagérations de Gênes, et ce type d'action est devenu difficile, sinon impossible. Le temps passe et les black blocs deviennent de simples rassemblements émeutiers. Si nous arrêtons là notre réflexion, nous n'aurons plus le choix qu'entre défiler derrière des politiciens récupérateurs et nous lancer dans des batailles rangées en offrant à bon compte aux médias le spectacle rassurant d'anarchistes enfermés dans leur rôle de « casseurs ». Il nous faudra faire preuve d'inventivité pour éviter l'enlèvement. Déjà, on propose de multiplier les lieux d'intervention, de varier les objectifs, les types d'action. L'usage de la brutalité entraîne le plus souvent loin du but recherché. L'histoire de l'autonomie italienne, et de sa faillite, est là pour nous le rappeler. Aussi devons-nous être extrêmement rigoureux dans notre approche sans s'enfermer, en réaction aux excès émeutiers, dans une non-violence fétichisée.

Max

Pourquoi étions-nous à Gênes ?

Pour mettre en pratique massivement notre contestation d'un monde que nous refusons dans sa totalité (le monde de toutes les dominations, de toutes les oppressions, de toutes les exploitations).

Qu'avons-nous fait à Gênes ?

Nous nous sommes attaqué(e)s à ce qui faisait partie intégrante de la bonne marche des dominations étatiques, capitalistes et patriarcales : banques, agences immobilières, concessionnaires automobiles, stations essence, agences de voyages, panneaux publicitaires (en particulier, mais pas seulement, ceux utilisant le corps des femmes comme des vecteurs de marchandisation), etc.

Nous avons ici et là empêché la police de prendre le dessus sur les manifestant(e)s, de façon à ce que les rues soient nôtres, soit celles de la subversion, le plus longtemps possible au cours de ces journées.

Que voulons-nous ?

Nous pensons que la mise en place d'une société dans laquelle chacun(e) aurait le pouvoir de diriger sa propre vie comme il/elle l'entend (une société sans hiérarchie, une société qui soit vecteur d'émancipation collective et individuelle) n'est pas envisageable sans la destruction complète des oppressions qui sont à la base des sociétés patriarcales et capitalistes occidentales. Si nous avons conscience que casser des vitrines, brûler des banques, même pour plus de cent millions de francs français de dégâts, ne révolutionnera pas le monde, nous pensons que c'est un moyen concret de déstabilisation des pouvoirs en place, et nous espérons également que cela puisse être la démonstration d'une colère qui doit se généraliser si nous voulons un jour ou l'autre vivre pleinement nos idées.

Nous ne cherchons pas à trouver une place au sein des discussions entre les maîtres du monde, nous voulons qu'il n'y ait plus de maître du monde. Nous ne reconnaissons aucune légitimité aux protagonistes du G8, comme nous n'en reconnaissons aucune à ceux de l'Union européenne, de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale, etc. Les chefs d'États ou de multinationales sont les plus hauts responsables de la dépossession de notre propre pouvoir sur nos vies. Ce n'est pas avec eux que l'on doit discuter de nos envies et de nos désirs puisqu'ils représentent des remparts à ceux-ci.

Nous ne voulons pas une amélioration du système politique, social et économique en place, nous voulons son remplacement par un ou des systèmes de vie collective et autogérés, au sein desquels chacun(e) a son mot à dire, dans

Communiqué

d'un groupe affinitaire
actif au sein d'un black bloc
lors de la journée d'action
et de la manifestation
des 20 et 21 juillet 2001

à Gênes

extrait de A-info

lesquels l'entraide est le but (et non la concurrence). À notre avis, les propositions de réformes du système capitaliste mondial ne sont que de naïves illusions qui permettent à celui-ci de perdurer grâce à quelques semblants de « démocratie ». Concrètement, les réformes proposées par quelques groupes politiques et/ou associatifs (taxe Tobin, revenu garanti, etc.) ne changent rien aux rapports sociaux actuels et ne font qu'accroître la soumission massive des populations aux pouvoirs politiques.

Ce que nos détracteurs ont tout intérêt à faire croire

Que nous sommes des irresponsables haineux et haineuses venu(e)s sans aucun autre objectif que de « tout casser ». Que nous ne sommes que de jeunes hommes en manque d'émotions fortes, de décharges d'adrénaline, etc.

Nous pourrions nous contenter de répondre qu'il y avait une présence importante de femmes dans les black blocs, mais là n'est pas vraiment le propos. Au sommet du G8, il n'y avait pas beaucoup de femmes et personne n'a semblé s'en plaindre. Le propos de telles critiques est de sous-entendre qu'en dehors de la destruction de biens matériels nous n'avons rien à proposer. Pourtant, en tant que groupe d'action au sein d'un black bloc, nous avons exprimé de nombreuses idées à l'aide de bombes de peinture sur les murs de la ville, et nous en avons lu énormément, écrites par d'autres : anarchie, autonomie ouvrière, lutte des classes, autogestion, refus du capitalisme, des banques, des frontières et des États, du patriarcat, du sexisme, de la marchandisation des femmes, de l'homophobie et de la lesbophobie, pour la libération animale, les squats, la libération de la Palestine, l'action directe, slogans « straight-edge » (refus de l'alcool, du tabac et de toutes autres drogues), etc.

Lors de ces journées émeutières, au sein de notre groupe d'affinité, nous avons voulu fonctionner sur un mode égalitaire. Les médias, comme les grandes organisations pacifistes, nous font passer pour des « casseurs aux méthodes masculines ou militaires ». Curieusement, il y avait dans notre groupe plus de femmes que d'hommes, et nous ne pourrions dire qui aurait pu faire office de général... Même si beaucoup de décisions avaient à être prises rapidement, nous avons tenté d'écouter la voix de tout(e)s, en particulier de celles et ceux qui se sentaient le moins rassuré(e)s. Quant aux discours pseudo-féministe tentant de nous convaincre que la « casse » est une affaire d'hommes, que veut-il dire exactement ? Que la manière non violente d'utiliser son corps est bien plus cohérente pour des anti-sexistes ? Être passive et victime, douce et modérée, sont pourtant des clichés féminins contre lesquels beaucoup de femmes se battent depuis très longtemps.

Si nous avions des raisons politiques bien précises de pratiquer la destruction de biens matériels, nous ne cachons pas que briser directement les obstacles quotidiens à notre bien-être est un sentiment jouissif. Nous n'attendons pas le Grand Soir ; nous voulons dépasser les plaisirs normés et les peurs que ce vieux monde nous impose, et c'est bien parce que nous vivons dans un monde monotone et

effrayant, composé de devoirs, de « droits », de supermarchés et de flics, que le détruire se doit d'être jouissif. La destruction de biens matériels est la démonstration en actes qu'il y a des problèmes politiques et sociaux. De toute façon, la « casse » est pour nous une tactique réfléchie et adaptée à la situation, elle va bien au-delà du « défouloir pour violents ». Les objets, vitrines, enseignes cassés ne sont pas pris au hasard. Ils sont ciblés en fonction de l'impact qu'ils ont sur notre vie quotidienne. Nous les détruisons parce qu'ils sont parmi les atouts de nos sociétés « spectaculaires marchandes », parce qu'ils représentent notre propre destruction. Que nous avons été manipulé(e)s, par des forces politiques « au-dessus » de nous, notamment par la police. Que nous avons été infiltré(e)s par la police.

Ce que nous avons fait à Gênes, nous avions prévu de le faire. Et manifestement, comme prévu, la police ne nous a pas aidés. Dès qu'elle en avait la possibilité, la police s'attaquait violemment aux black blocs. C'est grâce à des réactions tactiques, stratégiques, que nous avons pu éviter de nous faire massacrer (solidarité de groupe, jets d'objets sur la police, barricades, mobilité et mouvements de foule, etc.). Nous ne nions pas la possibilité que des policiers « déguisés » se soient infiltrés dans certains black blocs. Il semblerait logique qu'il y ait eu des policiers infiltrés dans tous les cortèges. Certains, par exemple, se faisaient passer pour des journalistes ou des ambulanciers. C'est un moyen de contrôle bien connu pour identifier et étudier les manifestant(e)s et leurs agissements. Par rapport à cela, notre but est bien évidemment de les repérer et de les faire dégager. À Gênes, nous avions prévu de nous attaquer à des bâtiments représentant diverses formes de pouvoir. Nous nous sommes exécuté(e)s avant que de quelconques provocations policières puissent avoir lieu. Nous l'assumons entièrement et tenons à faire remarquer que si la police a bien évidemment participé directement aux violences de ces deux jours, c'est en s'attaquant aux manifestant(e)s, de toutes parts. La violence policière s'est exprimée massivement sur quelques kilomètres à Gênes, de la même manière qu'elle le fait quotidiennement partout ailleurs. Pas besoin de manifester contre le sommet du G8 pour ça.

Les black blocs, « une minorité de manifestant(e)s » qui a gâché la fête

Le but des manifestant(e)s était, pour la quasi-totalité, de rentrer dans la zone rouge, de perturber le sommet du G8. Nous avons à notre façon perturbé le sommet du G8. À Gênes, les maîtres du monde voulaient être tranquilles. Vingt mille policiers devaient leur assurer la paix sociale. Cela n'a pas fonctionné du tout puisque ces milliers de sbires n'ont pu s'empêcher de tuer une personne, d'en blesser plus de six cents, d'en arrêter et d'en torturer des centaines... Diaboliser les black blocs est très utile pour certains partis et organisations politiques, qui par contre coup sont les seuls détenteurs d'une légitimité à manifester. Mais la division manichéenne des manifestant(e)s en « gentil(le)s pacifistes » et en « méchant(e)s casseurs et casseuses » ne peut que faire le jeu du pouvoir, qui n'a pourtant pas fait de détail quand il s'est agi de réprimer le plus brutalement possible. Cette division est d'autant plus incohérente lorsqu'elle provient de personnes dites de gauche, qui soutiennent certaines luttes armées aussi bien que celle au Chiapas. Est-ce que c'est parce que nous, Occidentaux et Occidentales, nous souffrons moins du capitalisme que d'autres et que certaines femmes sont moins ouvertement opprimées, que notre tentative d'ébrécher le système est moins légitime ?

D'autre part, nous tenons à rappeler que plusieurs milliers de manifestant(e)s ont pris part à la destruction de biens matériels et aux affrontements avec la police, que ce soit de façon préméditée ou spontanée. Il ne s'agit pas d'une « minorité » de personnes, pas plus en tout cas que les autres cortèges n'étaient des « minorités », chaque groupe ayant sa manière d'agir.

Enfin, Bush a reproché aux manifestant(e)s de prétendre représenter les pauvres. Pour ce qui nous concerne, qu'il se rassure, nous ne représentons que nous-mêmes. Mais c'est déjà énorme, et plus nous serons nombreux et nombreuses à parler et à agir contre ce vieux monde, plus Bush aura de raisons de trembler au fond de sa Maison Blanche... La révolte contre ce monde n'est pas minoritaire, encore moins anecdotique, elle s'exprime partout à travers le monde, dans les écoles, les cités, les rues, etc.

Rédigé début août 2001

Ex-URSS

Le mouvement autonome

LE MOUVEMENT Action autonome est présent dans les pays de l'Est depuis bientôt deux ans. Il est actif dans les initiatives d'écologie radicale comme les actions locales contre le gazoduc Blue-Flow qui part de la Turquie et passe en Russie et récemment dans un collectif (Action autonome, Confédération sibérienne du travail, groupe de travailleurs Karachaganak et des individu(e)s) contre tous les terrorismes avec une pétition pour la résistance de toutes les personnes de bonne volonté contre ceux qui ont provoqué ces attentats et contre la réaction militaire qui va suivre de la part des États-Unis et de leur alliance. Il édite également un journal, *Autonom*, le plus important journal anarchiste-communiste-libertaire en Russie, dont le numéro 16 vient de sortir avec des articles comme « Le nouveau fascisme russe », « Le mouvement anarcho-communiste dans le Caucase de 1904 à 1907 », « La résistance commence par toi-même ou douze étapes dans la lutte contre le sexisme, le racisme et l'homophobie, self défense pour les femmes », etc. Il est disponible en écrivant à dikobrazi@lists.tao.ca ou PO Box 13, 109028 Moscou pour plus d'informations.

Contre Poutine, le capitalisme et la guerre en Tchétchénie

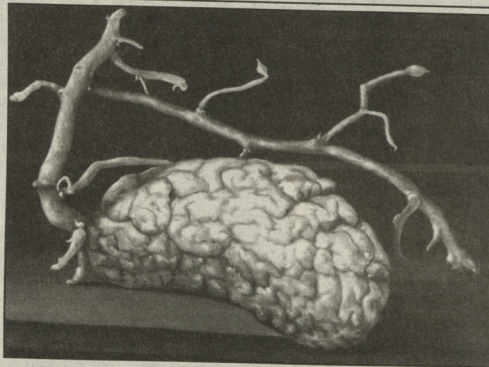
Ce mouvement a tenu sa conférence annuelle dont voici un bref résumé. Du 24 au 26 août, non loin de Sochi, la troisième conférence du projet de la gauche radicale Action autonome a rassemblé quarante personnes de quatorze villes de Russie, Ukraine et Kazakhstan. Le projet Action autonome existe depuis presque deux ans. Durant cette période, ses membres participèrent à de

nombreuses manifestations antimilitaristes et à de nombreux 1^{er} Mai, ainsi qu'à des actions écologistes radicales et à des initiatives antiracistes. Les participant(e)s de ce projet sont des radicaux de gauche mais qui ne sont pas intéressé(e)s par le trio Lénine-Trotsky-Staline. Les « autonomes » sont plus attiré(e)s par les idées de Kropotkine, Pankov, Marcuse, Fromm, Guy Debord, Bookchin et Chomsky.

À la conférence, les situations en Russie et au Kazakhstan ont été discutées, ainsi que les perspectives du mouvement ouvrier, les projets de contre-globalisation et de résistance aux sentiments nationaux patriotiques et à l'hystérie militaire, de même qu'au projet de faire un magazine du journal *Autonom*, publié par des moyens collectifs. Le contexte officiel a été supplanté par des discussions informelles et des initiatives locales avec des débats théoriques et la création d'un projet à long terme. De jeunes radicaux ont décidé de tenir leur congrès au début de l'année prochaine à Nizhny Novgorod.

La conférence a démontré que la gauche en Russie est en train de changer. Aujourd'hui, contrairement au milieu des années 90, les slogans pour la justice sociale sont criés par des jeunes de quinze à dix-huit ans qui en ont marre du rythme effréné et irrationnel du capitalisme, de la guerre de rivalité de tous contre tous, des délirants nationalistes, de la corruption totale des autorités. Ils ont choisi un slogan qui leur appartient : « Contre l'autorité, le capital et la misère de tous les jours ! »

Source : A-Infos News Service
traduit par Nicolas
Relations internationales FA



Nelly Trumel :
Faut qu'ça
germe !

Affiche

pour le recrutement dans la Légion étrangère américaine

JUGEANT de la rapidité avec laquelle elles ont été arrachées, les affiches appelant des mercenaires à rejoindre la Légion étrangère américaine ont réussi à outrager beaucoup de monde. Les affiches paraissent plus ou moins « normales », parlant d'une paie de 600 \$ par mois et de la possibilité d'obtenir une carte verte après. En bas, il y a une section en petits caractères qui dit que ceux qui acceptent les missions suicides obtiendront un bonus et une place gratuite au cimetière américain d'Arlington à Washington. En premier lieu, quelques travailleurs de Xerox ont même refusé de faire des copies de l'affiche. Ils ont changé d'avis lorsqu'ils ont compris qu'elle était en fait contre la guerre. Des rumeurs ont circulé à propos d'elle dans des médias variés.

Zaczek

Source : A-infos, Alter-EE, traduit par Nicolas des Relations internationales

Bolivie

L'armée protège l'injustice

DANS UNE SOCIÉTÉ bolivienne en ébullition, l'armée enrôle des enfants et cherche à resserrer son contrôle sur le pays. Après la démission du président-général Banzer, le vice-président Quiroga a relevé le gant. Cet expert ès-lècheottes du capitalisme international, avide de pouvoir et d'argent, n'a pas hésité à humilier les dinosaures de son parti et à laisser intacte la structure familiale corrompue mise en place par le sanguinaire général Banzer. Malgré la campagne de presse favorable au nouveau tenant du pouvoir bolivien, les luttes ne cessent pas. Quatre ethnies du nord du pays (Mosetenes, Tacanas, Chimanes et Esse Eja) bloquent la rivière Beni, près de Rurrenabaque, pour éviter que l'ONG Eco-Bolivia ne s'approprie leurs terres des parcs de Madidi y Pilon Lajas. Un peu moins d'un millier de paysans cocaleros (cultivateurs de la feuille de coca) tentent d'expulser les soldats de leurs terres et de détruire les locaux militaires. Des centaines d'ouvriers occupent les rues de La Paz, d'autres manifestants menacent de brûler les mairies si on ne satisfait pas leurs demandes. De nouvelles crises sociales se dessinent et, dans ces conditions, la nécessité de s'organiser pour expulser les bureaucrates est le prochain pas à franchir.

D'ailleurs, après la rencontre du mois de mars des collectifs libertaires du pays, notre mouvement se renforce. De nouveaux regroupements anarchistes viennent d'éclorre à La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Et les Jeunesses libertaires viennent de sortir le premier numéro d'un bimensuel : *A las calles* (Dans la rue).

L'armée, école du crime

Un conscrit de 15 ans, légalement considéré irresponsable, a été traduit devant un tribunal militaire pour vol d'armes. Cet enfant a été torturé avec des décharges électriques pour le faire avouer. Ce fait met en évidence que nombreux sont les mineurs (parfois de 14 ans) qui font leur service militaire dans des unités spéciales. Après intervention administrative, l'enfant accusé se trouve à la disposition des services de Défense de l'enfant et des adolescents. Les autorités militaires, à l'occasion de cette affaire, n'ont pas reconnu de négligence dans les casernes, mais la commission de Défense de la Chambre des députés a demandé une information auprès du ministère de l'Armée.

Il y a beaucoup d'adolescents qui se présentent dans les casernes, probablement dans l'espoir de pouvoir manger un peu mieux, ou pour tout simplement « devenir un homme » et être reconnu dans leur communauté rurale. Cette situation est mise à profit par les hommes des casernes de l'État pour satisfaire leurs instincts sadiques et surtout pour utiliser ces enfants comme une main d'œuvre esclave, louant les soldats à de sinistres chefs d'entreprise qui paient le travail des jeunes avec une assiette de nourriture et rien d'autre. Dans le même temps, l'officier responsable se remplit les poches. L'armée bolivienne est, dans les faits, diri-

gée par les « assessurs » nord-américains, agents de la CIA et de la DEA (département américain de lutte anti-drogue). Ils ont fait de cette milice d'État une machine spécialisée pour réprimer et torturer tous les dissidents du régime. Au cours des deux dernières années, les militaires ont assassiné plus d'une trentaine de paysans, ouvriers et étudiants.

Les militaires ont un objectif

Après l'attentat du WTC, le contrôle étatique s'intensifie. L'ambassadeur américain a menacé publiquement les dirigeants syndicaux qui avaient affirmé que les récents attentats aux États-Unis avaient leurs racines dans la récente politique extérieure nord-américaine. « Ceux qui sont opposés à cette politique doivent en assumer les conséquences », affirma le diplomate qui insulsa aussi un journaliste. Lorsque commença la troisième Conférence mondiale contre la globalisation, tenue à Cochabamba avec trois cent cinquante représentants de seize pays, et initiée par l'Action globale des peuples, le gouverneur décréta une surveillance permanente sur les participants, qui, selon la presse, étaient aussi en ligne de mire de la police et des forces armées. Des représentants du Congo et de Nouvelle-Guinée furent expulsés, seize autres participants détenus à la frontière avec le Pérou, d'autres délégués rebrousant chemin.

Avec l'attaque de New York, le gouvernement a trouvé un prétexte pour augmenter la présence militaire dans les campagnes et les villes, spécialement dans le sud-est du pays où les paysans sans terres mènent une lutte héroïque contre les propriétaires terriens et les compagnies pétrolières.

Parallèlement, dans le nord-est argentin, a culminé l'opération Cabanas 2001. Quinze jours de manœuvres militaires auxquelles ont participé huit pays latino-américains sous direction des États-Unis.

En réalité, ce n'est pas nouveau. Il s'agit d'une extension de la ténébreuse École des Amériques qui prépara, dans l'ombre, les militaires putschistes de tout le continent. Leur intention est claire : entraîner les gorilles en uniforme de nos pays pour affronter un « ennemi intérieur » composé de peuples indigènes, militants d'ONG et agitateurs urbains anti-globalisation. On sait qu'au Brésil, les militaires locaux s'entraînent expressément pour faire face au mouvement des Sans-Terres. En Bolivie, ils cherchent à réduire au silence ceux qui s'opposent aux effets du capitalisme, et aussi à s'opposer militairement à ces ONG qui appuient les organisations populaires.

Jeunesses libertaires de Bolivie

Transmis par les Relations internationales de la FA

Abonnez-vous !
Abonnez-vous !

Égypte

Homophobie pour raison d'État

IL Y A PEU, avant le 11 septembre, avant que le capitalisme se mette en ordre de guerre, le gouvernement égyptien était dans une situation délicate. Une crise économique et monétaire faisait ressortir les problèmes sociaux : privatisations en masse, libéralisation des loyers des terres agricoles, augmentation générale du coût de la vie accompagnée d'une crise du logement. S'ajoute à cela, par le biais d'actions terroristes et de propagande étouffante fondée sur la peur et l'interdit, une montée du mouvement intégriste des Frères musulmans : après dix ans d'absence, ils ont fait leur retour au Parlement en remportant dix-sept sièges lors des élections législatives de l'an dernier.

Avec la seconde Intifada en Palestine, le gouvernement égyptien avait une porte de sortie : exacerber les sentiments pro-palestiniens de sa population pour lui faire oublier ses propres problèmes. Cette porte n'a jamais été ouverte, tellement le gouvernement égyptien est enlégé dans ses relations diplomatiques avec Bush, qui jusqu'ici s'est désengagé du conflit palestinien en laissant Sharon maître de sa politique d'agressions permanentes et d'apartheid.

Mais un trou dans le Pentagone, deux tours en moins et des milliers de morts sont susceptibles de faire évoluer la donne. Théoriquement, pour frapper au mieux les intégristes musulmans – cible désignée – afin de sauvegarder cette liberté immuable, les États-Unis doivent s'assurer du soutien le plus large des pays arabes. C'est déjà le cas avec le Pakistan qui a vu son embargo levé (mis en place pour essais nucléaires abusifs). Peut-être que le gouvernement égyptien va pouvoir obtenir quelques peccadilles dans ce même élan de générosité américain. Bien sûr, pour prévenir tous les risques de fascisation des régimes arabes, sur lesquels les intégristes musulmans pourraient s'appuyer, donner raison aux revendications palestiniennes face à l'oppression israélienne, qui est à l'origine de la principale haine des peuples arabes envers la toute-puissance occidentale, semble être la meilleure idée que pourrait avoir Bush. Mais hélas, nous n'en sommes pas encore là.

Reste que le gouvernement égyptien tente de s'emparer pleinement de cette nouvelle donne, avec par exemple la venue du président Moubarak en France le 24 septembre dernier. Mais, au printemps dernier, toutes ces réflexions n'avaient pas lieu d'être et le pouvoir en Égypte se devait de trouver une solution pour rester un peu plus longtemps encore en place.

La réponse apportée par les autorités égyptiennes est simple : les intégristes musulmans étant les plus dangereux à court terme, il s'agit alors de jouer la surenchère sur le terrain des valeurs morales. Il s'ensuit une montée du conservatisme social et religieux accompagnée de mesures inacceptables. Le ministère de la Culture brûle au début de l'année des ouvrages, dont des œuvres érotiques du poète arabe médiéval Abou Nawas et ordonne le retrait de la vente ou l'interdiction de livres considérés comme immoraux ou portant atteinte à l'islam. C'est aussi la condamnation de l'universitaire et militant des droits de l'homme, Saad Eddine Ibrahim, ainsi que le procès pour apostasie contre la féministe Nawal Al Saadaoui.

Mais ce sont les homosexuels les plus touchés. Cela fait maintenant deux ans qu'une unité spéciale de la police est chargée de traquer sur Internet les sites jugés pornographiques. Cette campagne a abouti à l'arrestation de plusieurs homosexuels et a rebondi avec la rafle du 11 mai dernier. C'est l'affaire du Queen Boat : dans la nuit du 11 au 12 mai, la police des mœurs arrête 52 personnes dans un restaurant-discothèque fréquenté par les homosexuels.

Ce n'est donc pas la première fois que les homosexuels sont victimes d'opérations policières, mais cette rafle a surpris par son ampleur et l'exploitation médiatique qui en a été faite. Dans les jours qui suivent, la presse publie les noms, photos, professions et lieux de travail des prévenus, alors que la liste complète n'avait pas été rendue officielle par la justice. La presse les accuse tout simplement d'appartenir à une secte satanique qui se livrerait à des rituels dépravants (ils auraient inventé un mode de prière différent de la prière musulmane traditionnelle...) afin de déstabiliser la société égyptienne et cela à la solde d'Israël. L'État égyptien use lui aussi de tous les moyens à sa disposition : torture pour faire avouer les prévenus, harcèlement psychologique, examen médical pour vérifier la virginité anale, théâtralisation du procès en transformant le tribunal en forteresse avec pas moins de 400 policiers mobilisés et en exposant les prévenus à la population et aux photographes.

Tout un arsenal juridique a été utilisé pour poursuivre les prévenus, dont l'accusation de constitution d'un groupe financé par Israël, qui permet de les juger devant la haute cour de sûreté de l'État. Les verdicts y sont sans appel et les prévenus risquent jusqu'à cinq ans de prison assortis de travaux forcés.

Voilà comment un gouvernement devient homophobe

Jusqu'ici, l'homosexualité n'était pas un délit en droit égyptien. Il suffit qu'un pouvoir vacille, que la pression des intégristes augmente, pour que les défenseurs des libertés et ceux qui tentent d'être, de vivre leur sexualité soient mis au banc de la société.

Comme toujours, ces événements sont exploités par les politiciens et ont notamment provoqué la désapprobation de 25 membres du Congrès américain, qui ont adressé une lettre de protestation au président Moubarak. De son côté, un diplomate européen affirme : « C'est un avertissement lancé à une communauté qui avait tendance à s'afficher de plus en plus ouvertement. L'Égypte n'est pas encore prête à accepter les valeurs libérales de l'Occident. » À croire que ces valeurs libérales sont la panacée et que la communauté homosexuelle en est le fer de lance, alors qu'elle est tout juste acceptée dans cette société occidentale. On veut nous donner une image manichéenne de l'Égypte où s'affronteraient un pouvoir tyrannique et des intégristes musulmans. Pour justifier une fois encore cette idée que tout ce qui n'est pas Occident est obscurantisme ?

J'aurais plutôt tendance à voir un peuple instrumentalisé par un pouvoir à la poursuite de sa pérennité et des intégristes assoiffés de pouvoir. Un peuple, réputé depuis toujours tolérant, qui n'a pas encore baissé la tête : en juillet, des chômeurs ont défie pour la première fois la loi sur l'état d'urgence, qui interdit tout rassemblement, en manifestant dans les rues de Zagazig, une des grandes villes du delta du Nil.

Le 18 septembre dernier, accusé dans la même affaire du Queen Boat, mais jugé par un tribunal correctionnel du fait de son âge – quinze ans –, Mahmoud Abdel Fattah a été condamné à trois ans de prison ferme et à cinq ans de surveillance par la police à sa libération. Le 3 octobre, une nouvelle audience du procès a eu lieu qui n'a rien donné. Les 52 prévenus doivent attendre le 10 octobre prochain et peut-être plus. Ce procès traîne. Cela est-il lié à une donne internationale qui change trop vite et à un président égyptien qui ne sait plus sur quel pied danser ? Les raisons d'État sont impénétrables...

François

Groupe Claaaanaash

Un littérateur aveugle et sourd

DANS SON NUMÉRO du mois d'août *le Monde diplomatique* publie un entretien que l'écrivain argentin Jorge Luis Borges avait accordé en 1978 à Ramón Chao, collaborateur régulier du mensuel. À première vue, rien de choquant, Ramón Chao est écrivain et Jorge Luis Borges était un immense écrivain. À première vue, car *le Monde diplomatique* volontiers donneur de leçons de vertu journalistique et politique et étendard auto-proclamé de la lutte anti-mondialisation n'est pas un magazine littéraire ; il se veut politique.

Pour tourner la difficulté, Ramón Chao parvient après de gros efforts à faire dire à Borges qu'il avait un père anarchiste qui avait prédit la disparition des

drapeaux, des militaires, des douanes et enfin des curés. C'est bien maigre au regard du silence courtois envers les généraux de ce monsieur pendant toute la durée de la dictature militaire. Il s'en tire par une pirouette affirmant qu'il était vieux, seul et aveugle de surcroît (et pourquoi pas sourd !) et que donc il ignorait presque tout de ce qui se passait en Argentine. Bon prince, Ramón Chao n'insiste pas, ce serait grossier, et il est bien élevé.

Et, pourtant, en 1978 les salles de torture tournent à plein régime : il faut en finir avec les agitateurs avant le début de la Coupe du monde de football qui verra le triomphe de l'Argentine sous le regard paternel du général Videla. Ce que ne dit pas Ramón Chao dans son

introduction, c'est qu'après cet entretien, Borges retournera en Argentine et continuera de se taire. Pas plus qu'il ne nous informe que quelques années avant la rencontre il avait été fait docteur honoris causa de l'université de Santiago-du-Chili alors que Pinochet avait encore les mains pleines du sang des militants antifascistes. Mais *le Monde diplomatique* est un grand journal qui compte dans ses rangs un certain Serge Halimi, pourfendeur des turpitudes journalistiques, qui ne manquera pas dans sa rubrique de scier la branche sur laquelle il est assis. On peut toujours rêver ! Cela étant on peut toujours lire Fictions du même Jorge Luis Borges, c'est un régal pour les ménages et cela ne saurait nuire.

Basiliso



Rencontre avec les sans-papiers de Lyon

DÉPUIS LE DÉBUT du mouvement, la Fédération anarchiste est fortement impliquée dans la lutte des sans-papiers. Nous leur avons demandé de nous raconter leur histoire. Il y avait beaucoup à dire sur leur situation, tant dans leur pays, l'Algérie, qu'ici : beaucoup de galères, beaucoup de soucis.

- **Pouvez-vous m'expliquer votre situation ?**

- La situation en Algérie ? C'est la merde, du côté politique, du côté du GIA, c'est la merde. On a laissé nos parents, notre famille. Moi, j'avais un bon travail en Algérie. J'ai été menacé plusieurs fois. Par qui ? Je ne sais pas. Il y a pas mal de partis en Algérie, le FIS, le GIA, le FFS... Mais nous, on n'est pas des politiciens, on est des citoyens algériens. Et on ne cherche pas à comprendre, parce qu'il n'y a pas de politique en Algérie, il n'y a pas de démocratie. Tous les partis qui existent viennent du gouvernement, pas du peuple. Quand les Algériens ont voté pour le FIS, c'était surtout pour se venger du FLN. On tombe dans le piège de l'extrémisme. Mais qui a créé le piège ? C'est le gouvernement. Et c'est le peuple qui paie.

- À chaque moment, on vit toujours dans la peur. Si tu fais de la route à 7 heures du soir, pendant deux heures, c'est deux heures de peur. [En Algérie], à chaque virage, tu te demandes s'il n'y aura pas un faux barrage.

- Je vais vous raconter une petite histoire qui résume toute la situation en Algérie : c'est un homme sur la route nationale, et il tombe sur un faux barrage. On lui demande : « Est-ce qu'on est des hommes, ou est-ce que c'est eux ? » L'homme répond oui. Il continue sa route, et tombe sur un barrage de la gendarmerie où on lui demande : « Est-ce qu'on est des hommes, ou est-ce que c'est eux les hommes ? » Et il répond : « Oui, vous êtes des vrais hommes. Eux aussi ce sont des vrais hommes, et moi, je suis le con en plein milieu ! » Nous on veut la paix.

- **Et au niveau matériel, eau, électricité ?**

- Le problème, c'est la facture. Un Algérien qui gagne 1 million par mois (10 000 F), il paie 600 000 d'électricité, 100 000 pour l'eau, 300 000 pour le téléphone, et il doit encore acheter à manger. Il gagne 1 million, il doit en sortir 3. Et d'où ils sortent ? Du crédit, des emprunts. Puis, il y a la santé, les médicaments. La crise terroriste a dégradé les services publics, et les prix ont augmenté. Le citoyen n'arrive pas à subvenir à ces besoins. Les médicaments qui nous arrivent, ils sont périmés.

- La sécurité sociale en Algérie, elle n'existe pas. Tu paies le médecin pour 400 F d'ici, la sécurité sociale, elle te rembourse 50 balles. Et tu attends des mois pour les avoir, s'il reste de l'argent.

- Le problème, il n'est pas que terroriste. Et les gens ils n'ont plus le moral.

- **Vous êtes arrivés il y a combien de temps ?**

- Moi, ça fait sept mois que je suis en France.

- Moi, le 4 février, ça fait huit mois. En venant en France, je me disais, au moins, je repose ma tête. Je suis saturé. Je ne peux plus supporter. Là-bas, chez nous, on a perdu l'espoir. Alors, on espérait un peu pour ici. Notre génération n'a pas eu de problèmes, mais tout a basculé du jour au lendemain.

- C'est en 1986 qu'a commencé la rupture des médicaments en Algérie. L'année d'après, la sécu elle a fait faillite. Et 92, c'est l'intégrisme. Y'a plus de justice en Algérie.

- L'Algérien, il est entre le marteau et l'enclume. Si tu veux comprendre et apprendre, tu comprends rien. Chaque président fait des promesses, et il n'y a rien : la paix, ça viendra, ça viendra et y'a rien qui vient. On est tous menacés. Ou on le sera demain.

- On passe notre jeunesse en souffrance. J'ai 25 ans, ça fait plus de sept ans que ça dure. On a plus de jeunesse.

- Les jeunes, ils passent leur temps sur un mur, ou ils jouent aux dominos ou au rami dans les cafés ; ils n'ont rien d'autre à faire.

- Y'a pas d'humanité, y'a pas de vie, y'a pas de justice. Tous les jours t'as des mauvaises nouvelles. T'ouvres le journal, t'as 25 morts, 100 morts, 400 morts. Ça devient banal. Moi, j'ai amené des preuves des menaces, et le préfet ne me croit pas.

- **Une fois arrivé, ça a commencé comment, quai Sarrail ?**

- Le groupe de veille a commencé à contacter du monde. Mais, avant tout, il faut savoir qu'en Algérie, on ne connaît que l'asile conventionnel, pas territorial. Le conventionnel, c'est le politique. Si tu demandes l'asile politique, tu ne peux plus retourner chez toi : tous les renseignements algériens vont au consulat d'Algérie. Et les accords d'Évian, c'est que pour les gros commerçants, et les gros commerçants c'est les présidents : Chirac, Boutteflika, etc. Donc, on choisit l'asile territorial. C'est le groupe de veille qui nous a aidés à faire nos dossiers. Et eux, ils ne font pas la différence entre les nationalités.

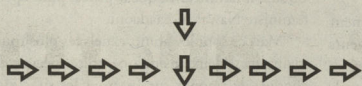
- Et on n'a aucun droit avec l'asile territorial. On a le droit à 14 repas, puis on peut renouveler pour 33 repas. Et on a le droit à la CMU et à une carte de transport à 51 F par mois. C'est ça être sans papiers, tu voles, tu te démerdes. Si tu travailles au noir, tu gagnes 100 balles pour huit heures de boulot.

- **Et ça se passe comment depuis que vous êtes là ?**

- Cette semaine, on est allé à la préfecture, à la mairie de Bron, sur les facts. On a fait une conférence de presse, on a accueilli les associations. À partir de la semaine prochaine, on va accentuer les efforts.

- Mais, surtout, ce qu'il faut dire, c'est qu'on a un adversaire en face. Pour l'asile territorial, au niveau national, il y a 3 % des demandes qui sont régularisés. Et le problème, il va pas durer, on va pas en rester là. Nous, ce qu'on demande, c'est l'ouverture des négociations. La préfecture n'a rien fait pour le moment. Alors, on restera même vingt ans ici, et tous ensemble. On revendique notre droit. On va pas s'arrêter.

Propos recueillis par des militants de l'UL de la FA de Lyon



On peut lire également à propos de la violence

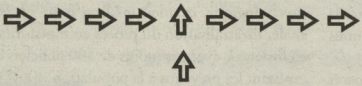
Roger Dadoun, *La Violence, essai sur l'« homo violens »*, Hatier, 1995.

Xavier Bekaert, *Anarchisme, violence, non-violence*, éd. du Monde libertaire et Alternative libertaire, 2000.

Les Temps maudits, « Contradictions », n°6, octobre 1999 et « Cohérence », n°7, avril 2000.

Réfractations, n°5, « Violence, contre-violence, non-violence anarchistes », printemps 2000.

Alternatives non violentes, n°117, « Anarchisme, non-violence, quelle synergie ? », hiver 2000-2001.



Créteil

Liberté d'expression au lycée

MERCREDI 26 septembre, je distribuais des tracts dans mon lycée Léon-Blum à Créteil, dans le cadre du boycott des élections de députés par la CNT-Formation anarchosindicaliste lycéenne. Un autre élève que je ne connaissais pas me rejoint et m'aide à les distribuer. Quelques minutes plus tard, nous sommes convoqués par la proviseure. Résultat : une semaine d'exclusion pour avoir distribué des tracts ! Il faut également noter que la proviseure a précisé qu'elle « s'était renseignée et avait contacté des services ». Ces « services » lui ont demandé de leur communiquer nos noms, ce qu'elle s'est évidemment empressée de faire. La délation en 1940 comme en 2001, quelle belle leçon de démocratie !

Si vous êtes ou connaissez des lycéens sur Paris, manifestez-vous ! La CNT-FAL ne se taïra pas !

La liberté d'expression et la reconnaissance du droit syndical ne doivent être soumises à aucun règlement !

Wilfrid

CNT-FAL

33, rue des Vignoles, 75020 Paris

« **A**UTORITAIRE, guerrier, césarien, Sorel ne se réclama jamais de l'idéal libertaire. Il sentait s'il ne le savait, que la violence n'est pas anarchiste. »

C'est ainsi qu'Elosu termine son étude sur Sorel et le sorellisme, et c'est en ces termes que, au nom de l'idéal anarchiste, il condamne sans restriction aucune le recours à la violence.

Point n'est besoin d'une exceptionnelle perspicacité pour comprendre qu'entre Elosu et l'anarchiste que je suis, tout le présent débat est dans ces quelques mots « la violence n'est pas anarchiste ».

Elosu a tôt fait d'affirmer que la violence n'est pas anarchiste ; et, s'il raisonne dans ce qu'on pourrait appeler l'absolu, s'il se cantonne dans le domaine de la spéculation philosophique et si, se refusant à faire état des réalités, il ne tient compte que de l'idée

La

pure de l'anarchisme en soi, il ne se trompe pas en déclarant que « la violence n'est pas anarchiste », car, spécifiquement, intrinsèquement, l'anarchisme n'est pas violent, de même que la violence n'est pas spécifiquement, intrinsèquement anarchiste.

Sur le plan exclusivement spéculatif, j'irais volontiers plus loin qu'Elosu. Je ne me bornerais pas à dire comme lui que la violence n'est pas anarchiste, j'affirmerais que la violence est anti-anarchiste.

Notre idéal consiste à instaurer un milieu social d'où seront éliminées toute prescription ou interdiction s'exerçant par voie de contrainte ou de répression. L'anarchisme réalisé, c'est la mise en application de la fameuse devise de l'abbaye de Thélème : « Fais ce que veux. » Être libertaire c'est ne vouloir être ni maître, ni esclave ni chef qui commande, ni soldat qui obéit ; c'est tenir en égale horreur l'autorité qu'on exerce et celle qu'on supporte ; c'est n'accepter aucune violence et n'en pratiquer soi-même sur personne.

Il est donc certain que, spéculativement, qu'elle soit exercée ou subie, la violence est anti-anarchiste.

On en peut encore trouver la preuve dans notre volonté ardente autant que sincère, de briser à tout jamais la violence organisée, érigée en moyen de gouvernement. Cette volonté, commune à tous les anarchistes, ne saurait être mise en doute ; elle s'affirme éclatante, indéniable dans le cri de guerre inlassablement poussé par nous contre l'État quelles qu'en soient sa forme, son étiquette, sa composition, sa constitution, ses bases juridiques et son organisation. C'est ici que se trouve le point où se produit nette, tranchante, brutale, la rupture entre ceux qui sont anarchistes et ceux qui ne le sont pas.

Mais supprimer l'État et toutes les manifestations de violence par lesquelles s'affirme pratiquement le principe d'autorité qu'il incarne, c'est l'œuvre de demain, d'un « demain » dont nous sommes séparés

par un laps de temps qu'il est impossible de fixer. Et, en attendant cette abolition de l'État, force génératrice et synthèse de la violence légalisée, il y a lieu de se préoccuper d'aujourd'hui, c'est-à-dire de la période de lutte âpre, de bataille acharnée qui précédera nécessairement et amènera, l'heure venue, l'effondrement de la violence, unique méthode de gouvernement.

Je connais des libertaires pour qui le problème social est et n'est qu'un problème moral, un problème de conscience. Ils estiment que, pour vivre en anarchiste, il n'est pas indispensable que, sur le plan historique, l'idéal anarchiste se soit socialement réalisé. Ils entendent apporter au problème social autant de solutions isolées qu'il y a d'individus; ils considèrent que, l'éducation individuelle étant seule capable de former des êtres moralement libertaires et matériellement libres, il y a lieu d'étendre à tous et

intéressés ou ignares, les anarchistes ne croient pas à la vertu magique, au pouvoir miraculeux de la persuasion et de la douceur; ils ont la certitude réfléchie que, pour faire de leur rêve admirable une réalité vivante, il faudra tout d'abord en finir avec le monde de cupidité, de mensonge et de domination sur les ruines duquel ils bâtiront la cité libertaire; ils ont la conviction que pour briser la force d'exploitation et d'oppression, il sera nécessaire d'employer la violence.

Cette conviction s'appuie sur l'étude impartiale de l'Histoire, sur l'exemple de la nature et les données de la raison.

L'Histoire — je ne parle pas de cette Histoire que les thuriféraires de la force triomphante et des pouvoirs despotiques ont écrite, mais de celle dont les peuples ont creusé le sillon dans la lenteur des siècles — cette Histoire nous enseigne que dans ce

nappe d'eau, exercent sur la croûte terrestre une pression violente et, crevant brutalement la surface, font jaillir la source.

C'est l'enfant qui, après s'être développé durant neuf mois dans le ventre de la mère, s'évade, la gestation terminée, de la prison maternelle, en fait éclater les parois, entrouvre, déchire et broie tout ce qui s'oppose à son passage et naît dans la douleur et l'effusion du sang. Enfin, les données de la raison confirment celles de la nature et de l'Histoire.

L'élémentaire et simple raison réclame qu'escompter le bon vouloir des gouvernements et des riches, c'est pure folie; que ceux-ci et ceux-là, estimant que leurs privilèges sont équitables et que leur sauvegarde est indispensable au bien public, considèrent comme des malfaiteurs et traitent comme tels tous ceux qui tentent de les déposséder du pouvoir ou de la fortune;

anarchistes entendent faire usage de la violence. C'est l'indomptable et pur militant Malatesta qui se charge de nous le dire :

La violence n'est que trop nécessaire pour résister à la violence adverse, et nous devons la prêcher et la préparer si nous ne voulons pas que les conditions actuelles d'esclavage déguisé où se trouve la grande majorité de l'humanité persistent et empirent. Mais elle contient en elle-même le péril de transformer la révolution en une mêlée brutale, sans lumière d'idéal et sans possibilité de résultats bienfaisants. C'est pourquoi il faut insister sur les buts moraux du mouvement et sur la nécessité, sur le devoir de contenir la violence dans les limites de la stricte nécessité. Nous ne disons pas que la violence est bonne quand c'est nous qui l'employons et mauvaise quand les autres l'emploient contre nous. Nous disons que la violence est justifiable, est bonne, est morale, est un devoir quand elle est employée pour la défense de soi-même et des autres contre les prétentions des violents et qu'elle est mauvaise, qu'elle est « immorale » si elle sert à violer la liberté d'autrui.

Nous ne sommes pas pacifistes, parce que la paix est impossible si elle n'est voulue des deux partis.

Nous considérons que la violence est une nécessité et un devoir pour la défense, mais pour la seule, défense. Naturellement il ne s'agit pas seulement de défenses contre l'attaque matérielle, directe, immédiate, mais contre toutes les institutions qui par la violence tiennent les hommes en esclavage.

Nous sommes contre le fascisme et nous voudrions qu'on le vainquit en opposant à ses violences de plus grandes violences. Et nous sommes avant tout contre tout gouvernement qui est la violence permanente. Mais notre violence doit être résistance d'hommes contre des brutes et non lutte féroce de bêtes contre des bêtes.

Toute la violence nécessaire pour vaincre, mais rien de plus ni de pis.

Le Réveil de Genève, n° 602.

Je n'ai pas épuisé les arguments que je pourrais opposer à la thèse d'Elosu : il y a tant à dire sur un tel sujet!

Je pourrais justifier le recours à la violence anarchiste par toutes les considérations de rattachant au cas de légitime défense.

Je pourrais démontrer qu'en propageant l'esprit de révolte dans ses très nombreuses expressions sans en excepter la révolte à main armée, je reste fidèle aux origines les plus lointaines du mouvement anarchiste et à sa constante tradition.

Je pourrais prouver que la violence quotidiennement exercée par tous les gouvernements est d'une férocité que ne pourra jamais dépasser celle dont nous proclamons la nécessité et qu'elle cause des misères, des souffrances, des deuils que ne saurait égaler la violence anarchiste la plus farouchement déchaînée.

Je pourrais citer l'exemple du chirurgien qui, pour sauver le corps tout entier, pratique l'ablation d'un membre et que personne ne songe à accuser de cruauté.

Je pourrais citer cette déclaration lapidaire, cet aveu cynique mais exact, que tout le monde connaît : « Entre les partisans et les ennemis du régime actuel, ce n'est qu'une question de force! »

Mais cette réfutation de la thèse soutenue par Elosu est déjà trop longue et j'espère qu'elle apparaîtra décisive aux lecteurs de cette encyclopédie.



violence anarchiste

Sébastien Faure

extrait de « l'Encyclopédie anarchiste »

à toutes les bienfaits de cette éducation individuelle et que le moyen le plus sûr et le meilleur — sinon le plus rapide — de ravir à ceux qui font des lois et, en application de celles-ci, commandent, l'autorité dont ils jouissent, c'est d'arracher ceux qui obéissent à l'habitude de se soumettre, au respect de la légalité et au culte des maîtres.

Ces libertaires se déclarent satisfaits quand, dans la mesure du possible, ils ont fait leur propre révolution. Quant à la Révolution sociale, celle qui a pour objet et aura pour résultat l'affranchissement de tous dans le domaine social par l'effondrement du régime capitaliste et l'abolition de l'autorité, ils vont jusqu'à s'en désintéresser à peu près totalement. Tout au plus se décident-ils à aspirer à soupirer, à espérer.

Mon anarchisme est moins strictement personnel et plus agissant; il n'envisage pas, mieux : il juge irréalisable une libération qui se limiterait à moi-même. Je sens trop vivement que « je suis homme et que rien de ce qui touche à l'humanité ne m'est étranger ou indifférent » pour que je ne m'attache pas avec passion à la libération commune. Je sais que mon affranchissement individuel est indissolublement lié et subordonné à l'affranchissement de mes frères en humanité et qu'il est conditionné et mesuré par l'émancipation de tous.

Je sais enfin que cette émancipation commune, indispensable à la mienne, ne peut résulter que d'un geste d'ensemble, d'un effort collectif, d'une action concertée de masse, geste, effort et action qui feront et seront la Révolution sociale.

Les anarchistes sont des tendres, des affectueux, des sensibles. À ce titre, ils détestent la violence. S'il leur était possible d'espérer qu'ils réaliseraient par la douceur et la persuasion leur conception de paix universelle, d'entraide et d'entente libres, ils répudieraient tout recours à la violence et combattraient énergiquement jusqu'à l'idée même de ce recours. Mais pratiques et réalisateurs, quoi qu'en disent leurs détracteurs

sillon ont abondamment ruisselé les larmes et le sang des déshérités; que s'y sont entassés les corps meurtris des innombrables et héroïques victimes de la révolte; que chaque réforme, amélioration et perfectionnement a été le salaire des batailles sanglantes dressant les opprimés contre les oppresseurs; que jamais les maîtres n'ont renoncé à une parcelle de leur pouvoir tyrannique, que jamais les riches n'ont abandonné une portion de leurs vols, à l'intimidation ou à la force populaire exacerbée; que, seules, les émeutes, les insurrections, les révolutions sanglantes ont affaibli quelque peu la lourdeur des chaînes que les puissants font peser sur les faibles, les grands sur les petits et les chefs sur les sujets.

Telle est la leçon que se dégage de l'étude minutieuse, de l'examen impartial de l'Histoire.

La nature unit sa grande voix à celle de l'Histoire en plaçant sous nos yeux le spectacle incessant de la violence brisante, à un moment donné, les résistances qui font obstacle à la naissance et au développement des forces en transformation et des formes constamment renouvelées que comporte l'éternelle évolution des êtres et des choses.

C'est le travail qui, avec une inéluctable lenteur, se produit dans la profondeur des océans ou dans les entrailles du sol et qui, après s'être poursuivi, imperceptible et quasi inobservable, s'affirme brusquement par de formidables convulsions géologiques, incendiant, inondant, bouleversant, abaissant, nivelant, rasant ici et édifiait là.

C'est, dans les régions volcaniques, la masse des matières embrasées qui, après avoir agité la montagne de secousses de plus en plus rapprochées et de plus en plus puissantes, se fraie violemment un passage jusqu'au cratère et vomit des tourbillons de feu.

C'est le sous-sol sillonné d'infiltrations qui, se rejoignant, forment peu à peu une

que s'ils s'entourent de policiers, de gendarmes et de soldats, c'est pour les lancer, à la moindre révolte, contre leurs ennemis de classe; que s'il advient par hasard qu'ils consentent à rogner quoi que ce soit de leur exploitation ou de leur domination, c'est pour faire la part du feu et sauver le reste; mais que jamais ils ne consentiront à tout perdre et, qu'en conséquence, il faudra tôt ou tard le leur arracher par la force. Voilà ce que dit la raison, d'accord en tous points, ici, avec la nature et l'Histoire.

Il me reste à indiquer de quelle nature est la violence que les anarchistes sont, par les nécessités de la lutte qu'ils ont engagée et qu'ils sont inébranlablement déterminés à mener sans défaillance jusqu'à ses fins, dans l'obligation d'envisager comme une fatalité regrettable mais inéluctable.

C'est André Colomer qui va répondre :

Si la violence devait seulement nous servir à repousser la violence, si nous ne devions pas lui assigner des buts positifs, autant vaudrait renoncer à participer en anarchistes au mouvement social, autant vaudrait se livrer à la besogne d'éducationniste ou se rallier aux principes autoritaires d'une période transitoire.

Car je ne confonds pas la violence anarchiste avec la force publique. La violence anarchiste ne se justifie pas par un droit; elle ne crée pas de lois; elle ne condamne pas juridiquement; elle n'a pas de représentants réguliers; elle n'est exercée ni par des agents ni par des commissaires, fussent-ils du peuple; elle ne se fait respecter ni dans les écoles ni par les tribunaux; elle ne s'établit pas, elle se déchaine; elle n'arrête pas la Révolution, elle la fait marcher sans cesse; elle ne défend pas la société contre les attaques de l'individu; elle est l'acte de l'individu affirmant sa volonté de vivre dans le bien-être et dans la liberté.

Le Libertaire, n° 201.

Enfin, il me reste à préciser dans quelles conditions, dans quel esprit, pour quel but et jusqu'à quelles limites les

« Exécuteur 14 »

d'Adel Hakim au théâtre de la Vieille-Grille

Le 16 OCTOBRE dans une mise en scène d'Alain Héril avec Olivier Bordaçarre, un spectacle **Jadht Théâtre. Olivier Bordaçarre est le seul comédien en scène dans cette nouvelle adaptation d'Exécuteur 14.**



Alain Dervin : Peux-tu tout d'abord nous présenter l'auteur Adel Hakim ?

Olivier Bordaçarre : Adel Hakim est metteur en scène, comédien, écrivain, et codirecteur du théâtre d'Ivry-sur-Seine. Il a écrit *Exécuteur 14* en 1990 et a créé le spectacle avec Jean-Quentin Châtelain en 1991 au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. J'ai repris ce texte dans une nouvelle mise en scène en 1999 et je l'ai joué à Paris et en province ainsi qu'au festival d'Avignon 2000.

Alain Dervin : Quel est le sujet de la pièce ?

Olivier Bordaçarre : Le sujet est malheureusement une fois de plus d'actualité : la guerre. C'est l'histoire d'un individu, le dernier survivant d'une guerre civile qui raconte avec des mots simples son expérience de victime et de guerrier et qui revit dans sa chair les événements. Il revit dans un temps assez bref, celui de la narration, le début de la guerre, les clans qui se regardent, qui s'affrontent, les premières exécutions, la perte des gens aimés. Et puis la chute dans l'engrenage de la barbarie, puisque ce jeune homme, au départ ni particulièrement politisé ni violent, un jeune homme somme toute assez banal devient par un désir primitif de vengeance un tueur comme les autres dans cette guerre dont la fin inéluctable est la mort pour tous.

Alain Dervin : Où se déroule cette guerre, est-ce que l'auteur s'est inspiré de faits réels ?

Olivier Bordaçarre : Adel Hakim est égyptien et il a vécu de 1964 à 1972 à Beyrouth. Par conséquent, je crois qu'il sait de quoi il parle, bien qu'il ne situe pas l'action de sa pièce au Liban, ni même dans un pays réel. Les Adamites et les Zélites sont les deux clans qui s'opposent sur cette terre qui pourrait nous faire penser à la Yougoslavie, à l'Algérie, au Kosovo, etc. Je pense que le choix d'un lieu fictif permet d'augmenter l'intemporalité et l'universalité du texte.

Alain Dervin : Pourquoi avoir choisi ce texte ?

Olivier Bordaçarre : C'est un texte qui a eu un gros succès il y a une dizaine d'années. J'ai hésité six ans avant de

prendre la décision de travailler sur une nouvelle adaptation. Je suis presque amoureux de cette œuvre, de sa puissance, de sa charge émotive, de son originalité. J'éprouve un intérêt politique, esthétique et affectif pour le texte d'Adel. Je pense que j'ai un rôle d'intérêt public en tant que comédien, je pense que j'ai une responsabilité civique, c'est pour cela qu'il me paraît essentiel de diffuser des idées, de poser des questions sur des sujets aussi douloureux que la guerre, la religion, l'argent, le pouvoir. Les textes comme celui-ci resteront dans la mémoire des hommes et devront être joués comme Molière, Shakespeare ou Édouard Bond, tant qu'il y aura des va-t-en-guerre. L'écriture d'*Exécuteur 14* sert très humblement l'histoire torturée, hachée, découpée, de ce jeune homme. C'est une incision qui va au cœur de l'angoisse, de la question. C'est une écriture qui dans sa forme même, décrit la mécanique implacable de l'expérience et qui atteint des paroxysmes dans la souffrance, dans la soumission, dans la barbarie. Je me souviens que quand j'ai lu le texte pour la première fois ça m'a rendu très méfiant à l'égard de ce que l'on peut voir à la télévision. Tout d'un coup je savais tout. J'avais des preuves écrites. À la télé les images vont vite, on ne sait pas bien de quoi ça parle, on nous place un camp de réfugiés tchétchènes entre une petite déclaration du nationaliste Chevènement et une action de Zinédine Zidane. L'objectif de la télé est de nous faire oublier alors que le but de l'œuvre d'Adel répond au devoir de mémoire, cher à Primo Lévy.

l'argent, pour la gloire. C'est dit dans le préambule mais pas dans le texte.

Olivier Bordaçarre : Le texte s'attache plus au temps. Le personnage attend chez lui les bombes, il attend les exécuteurs, c'est une expérience du temps de l'horreur.

Alain Dervin : Est-ce que cette attente est conflictuelle ?

Olivier Bordaçarre : Bien avant la guerre ce jeune homme est banal, il vit dans une famille banale. Puis arrive le moment où il est trop tard pour éviter la guerre. L'attente est conflictuelle dans la mesure où la guerre est permanente. Les riches contre les pauvres, les religieux contre les « infidèles », les hommes contre les femmes, j'ai l'impression que nous vivons dans l'avant-guerre, que nous sommes en train de bouillir dans une marmite et qu'il suffit que les gouvernements continuent leur travail pour que le couvercle explose.

Alain Dervin : Est-ce que les tortures que le personnage subit génère chez lui une prise de conscience politique ?

Olivier Bordaçarre : La violence n'attise chez lui que sa propre violence qui était peut-être latente comme en chacun de nous. Il trouve un terrain où il va pouvoir exprimer et répondre à son désir de vengeance, ce terrain c'est celui du fanatisme. Je crois que pour se mouvoir sans problème sur le terrain du fanatisme religieux, il faut ne pas avoir été éduqué politiquement ni culturellement. Il faut être faible et dépourvu de repère. Je crois que si je suis comédien, c'est qu'il y a en moi le petit espoir que la culture peut changer le monde. C'est ça qui manque à ce personnage, l'espoir. Garder l'espoir et se battre, c'est peut-être aussi comme ces comédiens yougoslaves qui pendant la guerre continuaient de jouer dans les caves pour leurs voisins dans des petits théâtres improvisés sous les bombes.

Alain Dervin : Est-ce que tu peux nous parler du langage utilisé ?

Olivier Bordaçarre : Le personnage utilise des mots d'espagnol, d'italien et surtout d'anglais, comme les habitants de Beyrouth ou de Jérusalem. Ce n'est pas par hasard que l'anglais intervient si souvent dans le quotidien de la guerre parce que l'anglais est la langue de la guerre dans le monde entier, et je crois qu'il y a des questions à se poser sur cette constatation, on pourrait même dire aujourd'hui, vu les événements du mois de septembre, que le langage de la guerre est américain.

Alain Dervin : À quoi servent les papiers en temps de guerre ?

Olivier Bordaçarre : En temps de guerre et même en temps de pré-guerre, le papier ou la carte d'identité peuvent être la preuve de la culpabilité. C'est le papier qui trahit ou qui laisse passer, mais sans papier la culpabilité est totale. Pour simplifier, dans le monde que décrit Adel Hakim, personne n'ayant confiance en personne, le seul moyen d'être reconnu comme ayant droit à la vie ou non, c'est de posséder un papier d'identité. Les papiers servent donc à mourir à moitié, si tu n'as pas la bonne carte, « no way ».

Alain Dervin : Pour finir, quelle est la phrase que tu préfères dans *Exécuteur 14* ?

Olivier Bordaçarre : C'est une phrase qui me porte en tant que comédien pour jouer cette pièce et en tant qu'humain pour vivre ma vie : « Garder la mémoire de tout ; ne rien oublier, nothing. »

Propos recueillis par Alain Dervin et Véronique Sailliet

Le mardi 16 octobre à 18 h 30
au théâtre de la Vieille-Grille
1, rue du Puits-de-l'Ermitte
75005 Paris, M° Place-Monge
Réservations : 01 47 07 22 11



Concert de soutien à Radio libertaire du 29 septembre

SAMEDI 29 SEPTEMBRE, l'émission Epsilon de Radio libertaire organisait un concert de soutien, au profit de la radio. Trois formations participaient à cette entreprise :

- Xavier Charles et Jérôme Jeanmart
- Chameleo Vulgaris
- Les Phonogénistes

Cette soirée avait lieu aux Instants charvirés, haut lieu montreuillois de la musique improvisée. Depuis plus de dix ans, cette salle fait un courageux travail de défense des musiques improvisées (free!) jazz et en général des musiques « difficiles ».

La relation entre culture libertaire et musiques expérimentales, poésie contemporaine, et toutes formes d'expérimentations sonores est ancienne et profonde. Il y a, en effet une relation étroite entre l'idée d'expérimentation sociale et les recherches que tentent musiciens, plasticiens ou poètes.

La soirée a débuté par le duo Xavier Charles et Jérôme Jeanmart. Le premier a multiplié les collaborations, du noisy à l'électro en passant par la poésie sonore. Jérôme Jeanmart, quant à lui est plasticien, musicien, et, en général, s'épanouit dans les structures où son sens de l'ironie peut s'exprimer. Le dispositif proposé était autant visuel que sonore : surfaces vibrantes, objets de récupération utilisés comme sources sonores, tout était là, autant pour les oreilles que pour les yeux !... Le dispositif choisi proposait au public une écoute déambulatoire, une découverte...

Chameleo Vulgaris a enchaîné, alliant l'expressivité rock à un émouvant travail sur les timbres et l'écoute mutuelle, dans des improvisations autant attentives qu'expressives. Le caméléon étant comme il se doit incernable, mais ne laissant pas insensible !

Le temps d'enchaîner - et de boire un coup! - et les Phonogénistes attaquaient le troisième volet de cette soirée.

D'influences musicales aussi variées que le rock, la musique classique et le jazz, ce quatuor se rassemble sans conteste autour de la musique électro-acoustique. L'envie de sortir du support fixe, prédéterminé, au profit d'une liberté certaine de création s'est fait pleinement sentir ce samedi. C'est à une promenade aussi inventive que rigoureuse que nous ont conviés les Phonos.

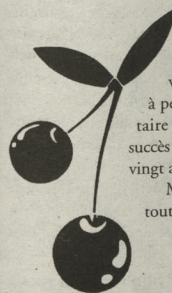
Ces derniers sont aussi membres d'Epsilon, et ce n'est pas par hasard que l'on trouve des membres de l'émission directement impliqués, l'émission étant le fait d'individus très engagés, tant comme musiciens, que labels, ou générateurs d'événements...

Cette soirée a rencontré un public attentif et passionné. Si la transmission en direct sur nos ondes s'est - étonnamment! -

heurtée aux lenteurs administratives des P&T, la générosité, tant du lieu, que des artistes et amis venus nous soutenir à permis à Radio libertaire de démarrer avec succès la célébration de ses vingt ans !...

Merci à tous et à toutes!

Pour Epsilon
Jacques



Concert : Ça rend sourd le samedi 13 octobre au squat de le 13

Au programme :

- Action directe : bruyants, libertaires, punk...**
- Sens interdit, les Skalopes, Stylnox :**
la raïa ska-punk de Bure-sur-Yvette
- Booby Trap : on prend des risques,**
on ne les a pas vues en concert, mais elles sont sympas
et elles aiment bien CRS.
- Aaargh ! : comme ils le disent eux-mêmes**
Aaargh !, c'est « trois connards
qui ont décidé de faire du bruit »



Courts métrages grands bonheurs

C'EST dans le cadre prestigieux de la Cinémathèque française (oui madame!) que la librairie Publico et Radio libertaire, en collaboration avec les responsables du lieu, ont organisé un « week-end de l'anarchisme et du cinéma », les 29 et 30 septembre derniers.

On est bien loin de l'image caricaturale du poseur de bombes inquiet et mystérieux de certains courts métrages caricaturaux mais bien au cœur de ce que la culture libertaire a su produire. Le journal *Libération* s'est fait l'écho dans ces marronniers estivaux de deux pages sur le cinéaste Armand Guerra. Nous avons pour notre part fait plus fort en montrant ses films. Quelques œuvres remarquables et inédites rescapées du pilon grâce au nez creux (mais long) de notre camarade Éric et à la gentillesse de Michel Durand en charge de la programmation de ce véritable musée du cinéma. Michel Durand qui fut le matin même invité en compagnie de Marianne Enckell, du CIRA de Lausanne pour une émission de Radio libertaire (« La philanthropie de l'ouvrier charpentier »).

Près de cinq cents spectateurs, cinéphiles ou militants se sont succédé lors de ce week-end ou, hormis les films d'Armand Guerra, nous avons enfin pu voir dans de bonnes conditions les *Libertarias* de Vicente Aranda dont la réputation était ma foi largement usurpée eu égard à la réalité cinématographique. Mais à quoi bon discuter d'un film non distribué en France? Saluons plutôt la performance de la programmation pour avoir su dans des conditions acrobatiques récupérer une copie. Je vous raconte pas la fin du film? Ça vaut mieux!

Le menu fut on le voit d'excellente qualité dans son ensemble. C'est toujours un malheureux bonheur de revoir *Sacco* et *Vanzetti* et de découvrir avec surprise et plaisir une Claudia Cardinale en partisane antifasciste dans l'Italie mussolinienne, toujours bien coiffée et impeccablement maquillée malgré des claques monumentales assénées par des nazis aux abois, et découvrir ingénument plus tard que les staliniens savent retourner aussi bien leurs vestes que leurs ennemis jurés au nom du réalisme républicain et démocratique et de la réconciliation nationale. C'est aussi pour ça qu'on aime le cinéma : pas pour les claques ni pour les staliniens, ni pour la réconciliation nationale mais pour le brushing de Claudia Cardinale!



Robert Pete Williams

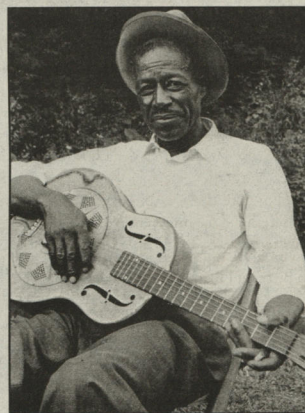
Blues en liberté

C'A FAIT MAINTENANT un bail que je collectionne des disques de blues. Dans les années 60, les soldeurs vendaient des marques américaines destinées outre-Atlantique au pilon, donc accessibles en France à des prix défiant toute concurrence. J'ai encore de vieux disques de Sam Lightnin Hopkins et de John Lee Hooker qui sont encore plus qu'audibles et souvent comparables à certains CD. Enfin, quand en plus les Stones sont arrivés, j'ai mis peu de temps à vouloir écouter les versions originales. Sûr, les Pierres roulantes présentaient d'excellentes versions de classiques du blues, mais Jimmy Reed, Howling Wolf, Robert Johnson, Muddy Waters et d'autres ont pris le pas dans ma discothèque sur leurs imitateurs anglais. Certes, dans le blues boom des années 60, Stones, Animals, Fleetwood Mac (première version!) et Bluesbreakers ont largement popularisé le blues noir américain, mais quid des royalties?

« Blues en liberté » existe peu ou prou depuis le début de Radio libertaire. On alterne les œuvres des « grands maîtres » avec des émissions thématiques (le thème du voyage dans le blues, alcool et blues, les prénoms féminins...) et l'actualité des tournées sans oublier les imprévus et les rééditions.

Un minimum de blablabla, un maximum de musique, voilà les ingrédients de base de « Blues en liberté ». Pouvoir faire une émission entière sur le blues des années 20, comme sur Jimi Hendrix ou le western swing des années 40, sans avoir à passer des disques imposés par les sponsors, voilà ce que vous pouvez écouter sur Radio libertaire. Sans maître, sans publicité, rien que du blues et dans l'œcuménisme le plus total!

Thierry



Son House

Jipé

Vie du mouvement

Nantes

Petite histoire d'un ticket qui dérange...

LE COLLECTIF Transport gratuit vite (TGV) est né l'année dernière, en amont du sommet de l'Union européenne de Nice (décembre 2000). Effectivement, pendant ce sommet, l'Union européenne adoptait une chartre concernant les chômeurs et le traitement du chômage. Or il s'avérait que les principaux concernés ne pouvaient en aucun cas venir massivement dire ce qu'ils pensaient d'un texte méconnu du public et des médias, souhaité par des patrons, écrit par des technocrates et adopté en toute vitesse par des gouvernements.

Le déplacement de Nice, même avec 50 % de réduction, représentait plus de 33 % des revenus d'un RMIste nantais. Face à ce constat amer le collectif est né, regroupant ainsi la FA, No pasaran !, AC ! et la CNT. La revendication de la gratuité permet au moins de faire exploser le mythe du plein emploi et pose la question des droits fondamentaux (santé, éducation, transport...) et donc de son accessibilité, de ce service qui devrait être public mais qui tend de plus en plus à être marchandisé à l'échelle européenne et mondiale. Depuis, les actions se sont multipliées, avec à chaque fois la même réponse des institutions : un refus catégorique. En mars, lors d'une action, où nous souhaitions nous rendre à Rennes pour une rencontre régionale entre différents collectifs, la SNCF avait préféré payer le taxi à tous les passagers ayant des billets que de nous laisser passer...

C'est donc naturellement que le collectif s'est emparé de cette campagne du 17 au 23 septembre en menant des actions devant le conseil régional (gratuité des TER), un débat (avec entre autres la venue de Wally du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste) et des actions contre la TAN (Transports de l'agglomération nantaise), rassemblant globalement une cinquantaine de personnes.

Même si la revendication de la gratuité des transports urbains est économiquement largement faisable (et déjà faite dans des villes comme Vitré ou Compiègne) : la billetterie ne représente que 25 % des ressources financières, desquelles il faut déduire le coût des billets, des machines, des contrôles... Situation ubuesque car, dans la société marchande, la gratuité (c'est-à-dire l'accessibilité pour tous et toutes, sans contrepartie financière directe) ne peut qu'être tabou. C'est ainsi que le vrai faux billet de la TAN (rebaptisé à l'occasion Transports autogérés nantais) a connu différents sorts. Effectivement, dans les tramway, sur les quais, il était bien reçu : la gratuité séduit ! De plus, en circulant et en distribuant ce ticket dans le tramways, on a bien la confirmation que la fraude est loin d'être un acte minoritaire, isolé. Se transporter, circuler est une nécessité ; la fraude est un acte de légitime défense. Et la distribution de ce ticket et des tracts permet cette prise de conscience, ou permet au moins de sortir de la peur du contrôle, et du regard des autres face au contrôle, de la honte isolée de ne pas avoir assez d'argent.

Du côté de la TAN et de la police, la réaction a été différente. Sans intervention brutale, au risque de se ridiculiser devant cette opération plutôt « comique », la logique a été du côté de l'intimidation : quelques agents nous ont annoncé que la TAN porterait plainte, des policiers faisaient des procès verbaux et relevaient des témoignages de personnes possédant le fameux ticket ! Preuve que ce ticket touche quelque chose de l'ordre du sacré : l'argent et la logique de profit !

Théo Simon
groupe EA de Nantes

Guingamp

Le capitalisme tue, opprime et muselle

Appel à soutien pour le procès de cinq personnes accusées de tags

NOUS nous sommes fait interpellé le vendredi 17 août 2001 à Guingamp alors que nous graffions des slogans et que nous collions des affiches sur divers bâtiments. La plupart de ces slogans étaient des signes de protestation contre le capitalisme et la brutalité policière, en particulier au regard de ce qui s'est déroulé à Gènes pendant le sommet du G8, fin juillet.

Nous les avons écrits sur des banques, des bâtiments officiels et des grandes surfaces pour restituer à ces institutions une partie infime de la violence que celles-ci infligent aux populations.

Nous considérons que la liberté d'expression n'existe pas dans les pays dits démocratiques si l'on dépasse une certaine limite dans la critique, donc nous utilisons d'autres moyens que la presse qui de toute façon déformera et réduira notre message. Nous ne luttons pas contre la mondialisation économique mais contre le système et les institutions qui en sont le socle. Si l'on s'intéresse à d'autres choses que ce que l'on essaye de nous mettre dans la tête à grand renfort de publicité, d'informations sans réel intérêt, alors il n'est pas

difficile de savoir qui fait les frais de cette logique absurde et criminelle. Réagir à cela n'a à notre avis rien de commun avec le vandalisme ou la dégradation d'immeubles. Nous assumons notre responsabilité individuelle dans tout cela et refusons de nous voiler le visage. Ce qu'on appelle les « victimes » sont en fait des entreprises bourrées de fric. Pour nous, il s'agit uniquement de regarder la vérité en face et d'agir en conséquence, selon ce que nous considérons comme légitime.

Donc, nous nous sommes tout simplement exprimés, de façon réductrice il est vrai, pour rappeler qu'il y aura toujours des gens qui refuseront de baisser la tête et de déléguer le droit à d'autres de décider à leur place. Ce n'était pas pour nous amuser que nous avons graffité, mais parce que le pire des mondes serait celui où plus personne n'élèverait la voix devant le cauchemar de cette société.

Joignez-vous toutes et tous à la grande mascarade judiciaire du lundi 15 octobre 2001, à 13 heures, devant le tribunal de grande instance, place du Centre à Guingamp.

Bar, tables de presse, animations policières, etc.

Tournée de soutien aux cinq personnes accusées d'avoir taggé pour protester contre le capitalisme et la brutalité policière lors du sommet de Gènes pendant G8.

Concerts : vendredi 12 octobre à 20 h 30, MPT du Valy-Hir (Brest, Finistère), entrée 30 F. Samedi 13 octobre à 21 heures, MJC de Bégar (Côtes-d'Armor), entrée, prix libre. Avec Core Y Gang (punk, Lannion), Les Zèbres (ska punk, Brest), Spray Back (punk, Brest), Les Skamemberts (ska, Landerneau).

Toulouse

Dans la ville meurtrie, la vie ne vaut même plus un écu

L'explosion de l'usine Onia, Grande-Paroisse, AZF, le 21 septembre 2001 à 10h 15

LES AUTORITÉS SAVAIENT. Elles ne pouvaient pas ignorer que l'explosion aurait lieu tôt ou tard. Les autorités connaissaient le danger depuis toujours. De nombreuses alertes ont été lancées par les habitants des quartiers voisins, par les travailleurs, par les associations, par les services de contrôle et de sécurité. Déjà de nombreux accidents ont eu lieu ces vingt dernières années.

Les autorités sont responsables d'avoir aidé à installer de véritables bombes aux abords de la ville et d'avoir construit les plus grands quartiers d'habitats sociaux aux alentours. Elles ont développé l'urbanisation en même temps que l'expansion du complexe chimique. Certaines en ont tiré profit au travers de la taxe professionnelle.

Les autorités sont responsables de ne pas avoir averti les populations qu'une catastrophe majeure pouvait avoir lieu à tout instant, de ne pas avoir préparé les habitants et les services publics à cette éventualité. L'explosion a eu lieu.

Quelles qu'en soient les origines, les autorités sont responsables de ne pas avoir fait sonner les sirènes d'alarme prévues à cet effet, ni fait évacuer au minimum les quartiers touchés par les effets gazeux de l'explosion. Les habitants des quartiers sud de la ville

sont restés des heures sous le vent des fumées toxiques.

Les autorités sont responsables d'avoir demandé aux habitants des quartiers de se confiner dans leur appartement, alors que portes et fenêtres avaient été arrachées par le souffle.

Les autorités sont responsables de ne pas avoir pris en compte le risque de catastrophe majeure, risque potentiel de par les nombreux produits chimiques très dangereux dont le redoutable phosgène (chlore + oxyde de carbone) exploité sur le site.

Les autorités sont responsables d'avoir militarisé la zone touchée plutôt que de l'avoir fait évacuer. Dans les quartiers du Mirail, les forces de l'ordre ont investi les lieux dès les premières heures.

Les autorités sont responsables d'avoir envoyé diverses équipes de secours (pompiers, Samu, ambulances, service technique EDF, équipement) sans les instruire préalablement et souvent avec de simples masques à pousser.

Les autorités sont responsables d'avoir privilégié la relance de la consommation et du travail au détriment de l'aide réelle aux populations rescapées.

Qui sont ces autorités responsables qui méprisent nos vies ?

La municipalité de Toulouse depuis de nombreuses années, les services de l'État, préfecture en tête, direction de l'industrie, de l'environnement, les collectivités locales officielles, les partis politiques, les syndicats et les médias, les patrons de l'industrie et du com-

merce, Total-Fina-Elf (les nouveaux acquéreurs). Elles sont coupables. La réalité le confirme...

Aujourd'hui, **Les autorités sont responsables** de ne pas prendre au sérieux les risques de d'accident dû à l'état de délabrement du site. Aucune information n'est faite vers les populations. La prise en compte de la protection actuelle de toute la population est refusée par la préfecture et la mairie. Aucune information n'est donnée sur l'état réel du site (laissé aux mains des industriels) et sur le transfert des matières dangereuses. Le phosgène est toujours entposé sur le site. Les populations concernées sont laissées sur place dans l'ignorance.

Qui sont les terroristes ? Qui sont les otages ?

Les autorités sont responsables de n'avoir rien fait pour faire fermer ces usines de mort. Nous exigeons l'arrêt immédiat et définitif, le démantèlement du complexe chimique Toulouse-Sud, des industries à risque, des centrales atomiques, de Golfech en particulier... Ne les laissons plus développer l'état de guerre permanent, l'état de guerre économique, arrêtons de collaborer avec la société néo-industrielle, arrêtons de déléguer nos pouvoirs à des responsables jamais coupables. Oui, nous sommes responsables de civisme assassin. Ne nous laissons pas faire, ne les laissons plus faire.

Le 29 septembre 2001, nous considérons que la situation n'est pas sécurisée et qu'il existe des risques réels pour la population de Toulouse et en particulier pour les quartiers Sud déjà touchés.

Des habitants en sursis